



Pays : Égypte © Affaires mondiales Canada/Manal Eid

2015-2016

RAPPORT AU PARLEMENT SUR
L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE
DU GOUVERNEMENT DU CANADA



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

Canada

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE
Foreign Affairs, Trade
and Development Canada
Affaires étrangères, Commerce
et Développement Canada
125 Sussex
Ottawa K1A 0G2

Voici le huitième rapport sur l'aide au développement officielle du Canada depuis l'entrée en vigueur de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* (la Loi) le 28 juin 2008.

Le présent rapport répond aux exigences en matière de rapports énoncées aux paragraphes 5(1) et 5(3) de la Loi.

Le rapport statistique prévu au paragraphe 5(2) de la Loi, qui contiendra des détails sur les décaissements considérés comme de l'aide au développement officielle, sera publié d'ici la fin de mars 2017 sur le site Web d'Affaires mondiales Canada.

Le *Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, prévu au paragraphe 5(3) de la Loi, sera disponible sur le site Web du ministère des Finances Canada.

On peut consulter la Loi à l'adresse suivante : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-2.8/page-1.html>.

Affaires mondiales Canada

Adresse postale :

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Canada

Téléphone :

1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Télécopieur :
613-996-9709

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté la Reine, chef du Canada, 2016

This document is also available in English under *Report to Parliament on the Government of Canada's Official Development Assistance 2015-2016*.

N° de catalogue : FR2-14F-PDF

Imprimé au Canada

MESSAGE DE LA MINISTRE

À titre de ministre du Développement international et de la Francophonie, j'ai le plaisir de déposer le *Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada* pour 2015-2016.

Conformément à la *Loi canadienne sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, nos actions ont contribué à la réduction de la pauvreté, elles tiennent compte des points de vue des personnes et pays pauvres et elles sont alignées sur les normes internationales en matière de droits de la personne.

Le mandat qui m'a été confié par le premier ministre a débuté en cours d'année, soit le 4 novembre 2015. Il consiste à recentrer l'aide internationale sur les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables et sur les États fragiles. Il prévoit aussi une révision des politiques à la suite d'une large consultation à l'échelle canadienne et internationale.

Avant d'entreprendre les consultations publiques (2016-2017), je me suis assurée que le dialogue avec l'ensemble de nos interlocuteurs soit renoué. Ainsi, de nombreuses rencontres ont été tenues avec les grands donateurs, les organisations d'aide humanitaire et de développement canadiennes et internationales et, bien évidemment, avec les pays partenaires directement.

Au terme de cette première étape de consultation, il était déjà évident que les femmes et les filles seraient au cœur des nouvelles politiques de développement international du Canada. Cette décision a été prise non seulement parce qu'elles sont souvent les premières à être affectées par la pauvreté, les conflits et les changements climatiques, mais aussi et surtout parce qu'elles présentent un immense potentiel de développement et de paix. C'est parce qu'il a été démontré que, lorsqu'on donne aux filles et aux femmes les moyens de développer leur plein potentiel, elles provoquent des changements positifs et durables au sein de leur famille, de leur communauté et, collectivement, de leur pays.

C'est pourquoi je me suis engagée à faire en sorte que le Canada prenne une place de leader sur les questions relatives au renforcement de l'indépendance socio-économique des femmes, la défense de leurs droits, notamment à l'égard des services de santé sexuelle et reproductive, la lutte contre les mariages précoces et forcés et l'éducation. Pour ce faire, nos équipes veillent à ce que les femmes soient des partenaires, et non plus seulement des bénéficiaires. Elles seront dorénavant consultées, elles prendront part aux décisions et elles participeront activement à la réalisation de chacun de nos projets.

Deux grands engagements ont aussi marqué l'année. D'une part, lors de la 21^e Conférence des Parties (aussi appelée COP21) qui s'est tenue à Paris, le premier ministre Justin Trudeau a fait l'annonce d'un engagement de 2,65 milliards de dollars dédiés à aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques.

D'autre part, avec mes collègues, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale, nous avons convenu d'une stratégie d'action concertée pour faire face à la crise qui fait rage en Syrie et au Moyen-Orient. Pour l'assistance humanitaire et l'aide au développement seulement, c'est 1,1 milliard de dollars qui ont été, pour la première fois, engagés pour une période de trois ans. Cet engagement innovateur pluriannuel était très attendu par nos partenaires humanitaires, désireux de

mieux planifier leurs interventions dans un contexte de crise prolongée. À cela, et à cette approche interministérielle, s'ajoute l'accueil de 25 000 réfugiés syriens en sol canadien. Ces trois décisions majeures ont significativement contribué à marquer le retour du Canada sur la scène internationale.

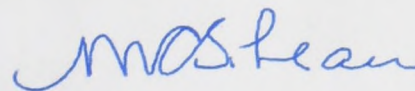
En plus de ces nouveaux engagements considérables, le Canada continue

d'atteindre d'importants résultats grâce à notre aide au développement officielle. En 2015-2016, le Canada a investi 4,82 milliards de dollars pour aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables; améliorer la santé des femmes et des filles, incluant dorénavant la santé reproductive et sexuelle, et les droits qui s'y rattachent; favoriser une croissance économique durable; accroître la sécurité alimentaire; et promouvoir la démocratie. Ce rapport donne un résumé des initiatives de 17 ministères et organismes gouvernementaux canadiens qui ont collaboré avec plus de 320 partenaires canadiens et de nombreuses organisations internationales pour atteindre des résultats importants dont tous les Canadiens peuvent être fiers.

En complément de l'Examen de l'aide internationale, une stratégie d'action pour la Francophonie est aussi en train de prendre forme. Celle-ci est principalement guidée par les deux grands enjeux auxquels fait actuellement face l'Afrique, soit l'explosion démographique et les changements climatiques. Tous deux, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, ajouteront des pressions significatives à la paix et à la sécurité du continent et du monde tout entier.

Enfin, le renforcement de la lutte contre les épidémies et maladies infectieuses qui touchent particulièrement les populations les plus vulnérables, ainsi que l'élaboration d'un mécanisme innovant pour le financement du développement sont autant de sillons creusés à la fin de cet exercice 2015-2016 qui viendront soutenir le déploiement des nouvelles politiques au cours des prochaines années.

Les défis sont de taille, mais la compétence et le dévouement de mon équipe le sont tout autant. C'est donc avec espoir et détermination que nous poursuivrons le travail afin que l'aide apportée par les Canadiennes et les Canadiens ait le plus d'effet possible sur la qualité de vie des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment des femmes et des filles.



L'honorable Marie-Claude Bibeau, C.P., députée
Ministre du Développement international et de la Francophonie



TABLE DES MATIÈRES

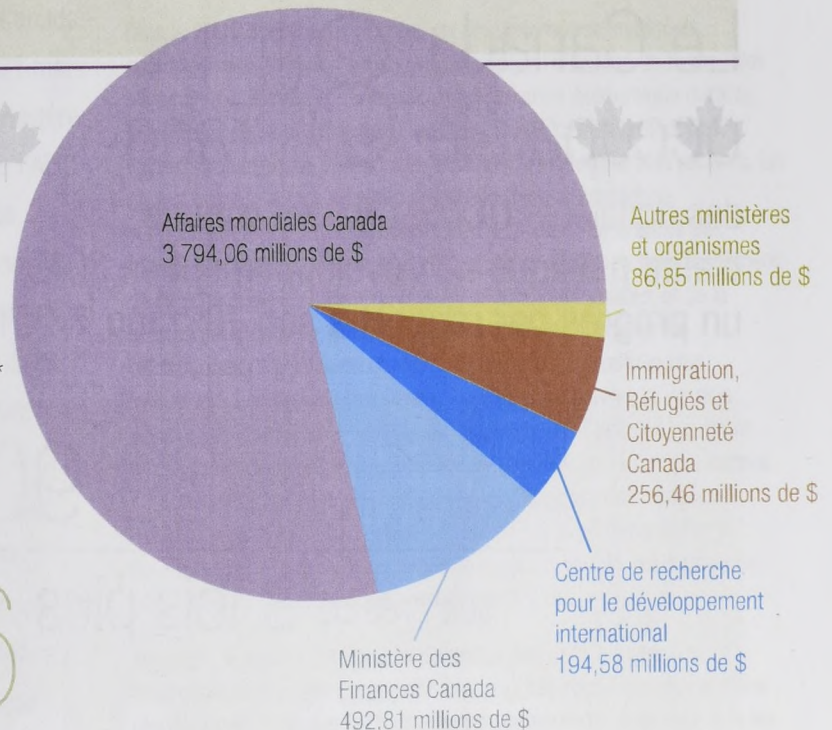


iv	L'aide au développement officielle du Canada en bref
1	Introduction
3	Décassements au titre de l'aide au développement officielle, par ministère (2015-2016)
4	Programmes de développement bilatéraux du Canada
6	Leadership du Canada : Respect de nos engagements
6	Améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants
11	Accroître la viabilité de l'environnement
15	Intervenir rapidement et de manière efficace en cas de crise humanitaire internationale
19	Priorités thématiques du Canada pour l'aide internationale
19	Favoriser une croissance économique durable
23	Accroître la sécurité alimentaire
27	Assurer l'avenir des enfants et des jeunes
31	Promouvoir la démocratie
35	Promouvoir la stabilité et la sécurité
39	Collaboration du Canada avec des organismes canadiens et internationaux
39	Partenaires canadiens
43	Organisations Internationales
47	Annexe I : Vue d'ensemble de l'aide au développement officielle par ministère
49	Notes de fin de document

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE DU CANADA

en bref

Le Canada a dépensé
4,82 milliards de \$*
en AIDE AU DÉVELOPPEMENT
OFFICIELLE en
2015-2016



Inclus
684 millions de dollars en aide humanitaire¹

Le Canada a fourni de l'aide humanitaire dans **57 PAYS**² et est intervenu à la suite de **27 CATASTROPHES NATURELLES**

Le Canada a égalé les contributions des Canadiens et versé **51,7 millions de \$** après les **SÉISMES AU NÉPAL**³

Le Canada a engagé **221,1 millions de \$** à la résolution de la **CRISE SYRIENNE**⁴



* Le décaissement de l'année fiscale précédente de 2014-2015 a totalisé 5,37 milliards de dollars. Ce montant est le résultat de dépenses significatives exceptionnelles. Plus particulièrement, un paiement de 442 millions de dollars été versé deux fois à l'Association internationale de développement à la suite de changements au calendrier des paiements du gouvernement du Canada. Lorsque ce paiement exceptionnel est retiré de l'année fiscale précédente, et ajouté à l'année fiscale 2015-2016, l'ADO du Canada a augmenté de 7 p. 100.

Le Canada a versé

2,37 milliards de dollars en aide bilatérale
en 2015-2016⁵

Le Canada occupait le **8^e** rang

des donateurs **OCDE-CAD en volume d'aide publique au développement** en 2015, un progrès par rapport à son **10^e rang** in 2014⁶

Le Canada a travaillé avec *plus* de **320 partenaires**⁷ à la prestation de cette ADO

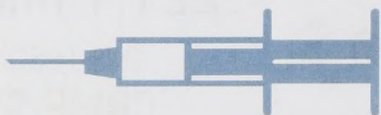
En 2015-2016, le Canada a réinstallé **39 907 réfugiés,**

soit près de **3 fois plus** que l'année précédente



Grâce au soutien du Canada :

l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination a vacciné quelque



500 millions d'enfants
7 millions de vies⁸

69 % des filles

dans les pays soutenus par le Partenariat mondial pour l'éducation



terminent maintenant **l'école primaire,** comparativement à 56% en 2002

INTRODUCTION

Conformément à la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* (LRMADO), ce rapport rend compte des dépenses et des activités relatives à l'aide au développement officielle (ADO) du gouvernement du Canada pendant l'exercice 2015-2016 (du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016). Il met en lumière les efforts collectifs de 17 ministères et organismes fédéraux canadiens qui ont contribué à l'ADO pour aider à réduire la pauvreté et à bâtir des sociétés pacifiques, de manière à créer une communauté mondiale plus durable et inclusive. En 2015-2016, le gouvernement du Canada a déboursé 4,82 milliards de dollars en ADO dans plus de 80 pays. Les efforts déployés au cours du dernier exercice ont mis à profit les progrès réalisés au fil des ans pour stimuler la croissance économique dans les pays en développement, produire des aliments nutritifs pour les personnes dans le besoin et accroître l'accès aux services de santé au profit des mères, des nouveau-nés et des enfants. Ils ont contribué à améliorer la qualité de vie d'un grand nombre de personnes parmi les plus vulnérables au monde.



Favoriser une croissance économique durable



Accroître la sécurité alimentaire



Assurer l'avenir des enfants et des jeunes



Promouvoir la démocratie



Promouvoir la stabilité et la sécurité

Depuis 2009, l'ADO se concentre sur cinq priorités thématiques, conformément au plan d'action du Canada sur l'efficacité de l'aide. Elles s'énoncent comme suit : favoriser une croissance économique durable; accroître la sécurité alimentaire; assurer l'avenir des enfants et des jeunes; promouvoir la démocratie; promouvoir la stabilité et la sécurité. Un certain nombre d'engagements pris par le Canada servent de complément à ces priorités, notamment en faveur : de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants; de la viabilité de l'environnement; de l'égalité entre les sexes; de la gouvernance responsable; et de la prestation efficace de l'aide humanitaire dans un monde où les catastrophes naturelles ou d'origine humaine sont devenues plus fréquentes. Les besoins des populations les plus pauvres et les plus vulnérables font partie intégrante de l'approche du Canada en matière d'aide internationale, qui vise à ne laisser personne pour compte dans la lutte mondiale contre la pauvreté — un engagement conforme aux valeurs canadiennes que sont la compassion et la générosité. Par la poursuite des efforts avec nos partenaires sur le terrain, nous pouvons nous attacher à bâtir un avenir meilleur pour tous.

Toutefois, le monde continue de présenter des défis nouveaux et émergents pour le développement. Les priorités sont donc réexaminées régulièrement pour que l'ADO du Canada demeure pertinente et aide les personnes les plus vulnérables. À cet égard, 2015 a été une année charnière, qui a favorisé de nouvelles façons de penser l'aide



Baños Vietnam © Affaires mondiales Canada/Nick Westover

internationale et la manière dont le Canada, en tant que membre de la communauté internationale, peut à la fois contribuer à l'appel en faveur d'une aide plus efficace et prendre l'initiative des efforts en ce sens.

Ainsi, trois faits nouveaux et importants ont changé notre approche de l'aide internationale. Le premier réside dans l'adoption de l'ambitieux Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (« Programme 2030 »), qui énonce des mesures pour éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes. Le deuxième consiste en l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, qui encourage activement la création d'un éventail plus large de partenariats financiers, y compris, sans s'y limiter, de partenariats public-privé. Le troisième découle de l'adoption à large échelle de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, qui réduira les émissions de gaz à effet de serre et renforcera la résilience climatique. Pour pouvoir s'adapter avec efficacité et efficience à ce contexte mondial en constante évolution, le gouvernement du Canada examine actuellement sa politique et son cadre de financement en matière d'aide internationale.

Les résultats présentés dans ce rapport correspondent donc à la fois aux priorités thématiques en place depuis 2009 et aux priorités nouvelles et émergentes. Cela comprend la plus grande importance accordée aux femmes et aux filles dans l'ensemble de nos programmes de développement, à la lutte contre les changements climatiques et à la réponse aux crises en Irak et en Syrie et dans les pays voisins.

Tout particulièrement, en 2015-2016, le Canada a répondu rapidement à des besoins internationaux urgents. Dans un élan de solidarité internationale et à un moment crucial, il a accueilli près de trois fois plus de réfugiés qu'au cours des années antérieures, en vue de leur réinstallation. La plupart viennent de régions en conflit ou déchirées par la guerre, comme la Syrie et l'Irak. De plus, il a apporté une aide humanitaire urgente aux personnes déplacées par les conflits en Syrie, en Irak, au Yémen et au Soudan du Sud, aux victimes des séismes de 2015 au Népal ainsi qu'aux familles confrontées à l'insécurité alimentaire en raison des sécheresses provoquées par El Niño.

Par ailleurs, le Canada a plaidé avec force pour une action efficace visant à prévenir et à réduire les effets néfastes des changements climatiques. Cela comprend l'adoption d'un nouvel accord mondial sur les changements climatiques, à la 21^e Conférence des Parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui encourage tous les pays à travailler en faveur d'une économie à faibles émissions et résiliente aux changements climatiques. L'une des grandes priorités du gouvernement consiste d'ailleurs à aider les pays vulnérables à passer à une économie à faibles émissions de carbone, comme l'a montré récemment la décision annoncée par le premier ministre de consacrer 2,65 milliards de dollars au financement de la lutte contre les changements climatiques au profit des pays en développement. Les efforts visant à renforcer la résilience des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables dans les pays en développement sont conformes aux engagements du Canada au titre de la CCNUCC et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui visent tous les deux à favoriser un avenir plus durable sur le plan environnemental.

Le Canada a dressé une liste de 25 pays ciblés pour son programme de développement. Ces pays ont été choisis en raison de besoins criants, de leur capacité à tirer profit de l'aide au développement et de la conformité avec les priorités de la politique étrangère canadienne. L'ADO du Canada est également conforme aux principes du Plan d'action sur l'efficacité de l'aide, qui insiste sur la nécessité que les donateurs et les partenaires soient mutuellement responsables d'obtenir des résultats qui améliorent la qualité de vie des plus vulnérables. Les résultats et les progrès réalisés dans chaque pays ont été rendus possibles grâce à la coopération de nos partenaires canadiens, étrangers et de la société civile. Notre coopération avec ces partenaires, qui a commencé il y a longtemps et qui se poursuit, est essentielle pour relever les défis qui se profilent à l'horizon.

Ce rapport décrit les réalisations et les résultats découlant des efforts déployés par le Canada en 2015-2016 pour mettre fin à la pauvreté et bâtir un monde meilleur.

LOI SUR LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE

La *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* (la Loi), entrée en vigueur en 2008, a pour objet de faire en sorte que l'aide au développement officielle (ADO) du Canada soit axée sur la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Cette loi pose trois conditions qui doivent être respectées pour que l'aide internationale soit considérée comme de l'ADO.

Ces conditions prévoient que l'ADO canadienne 1) contribue à la réduction de la pauvreté, 2) tienne compte des points de vue des personnes qui en bénéficient et 3) soit octroyée d'une manière compatible avec les valeurs canadiennes et les normes internationales en matière de droits de la personne. L'ADO canadienne peut par ailleurs servir à atténuer les effets d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine, ou de toute autre situation d'urgence survenant à l'étranger. Ce qui est cohérent avec les principes d'efficacité de l'aide et avec les valeurs canadiennes.

La Loi exige qu'un rapport sommaire annuel faisant état des résultats de l'ADO du Canada et mettant en relief les décaissements effectués par les ministères et organismes fédéraux soit présenté au Parlement par le ministre du Développement international au nom du gouvernement du Canada.

Un *Rapport statistique annuel sur l'aide internationale* pour tous les décaissements au titre de l'ADO canadienne, dont ceux des provinces et des municipalités, est également produit. La prochaine version du Rapport statistique sera disponible sur le site Web d'Affaires mondiales Canada en mars 2017. Les termes relatifs à l'ADO respectent les normes internationales sur la présentation de rapports, telles qu'adoptées par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

DÉCAISSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE, PAR MINISTÈRE (2015-2016)

Le gouvernement du Canada a versé 4,82 milliards de dollars en aide au développement officielle (ADO) en 2015-2016 par le biais de 17 ministères et organismes fédéraux. Les données financières finales et détaillées pour 2015-2016, y compris celles portant sur l'aide bilatérale et multilatérale¹, figureront dans le *Rapport statistique sur l'aide internationale (exercice 2015-2016)*, qui sera affiché sur le site Web d'Affaires mondiales Canada d'ici la fin de mars 2017. Le tableau 1 décrit les montants décaissés par chacun des 17 ministères et organismes fédéraux, ainsi que les principaux engagements et les priorités thématiques en matière d'ADO auxquels ces fonds sont consacrés.

Tableau 1 : Décaissements au titre de l'aide au développement officielle, par ministère ou organisme (2015-2016)

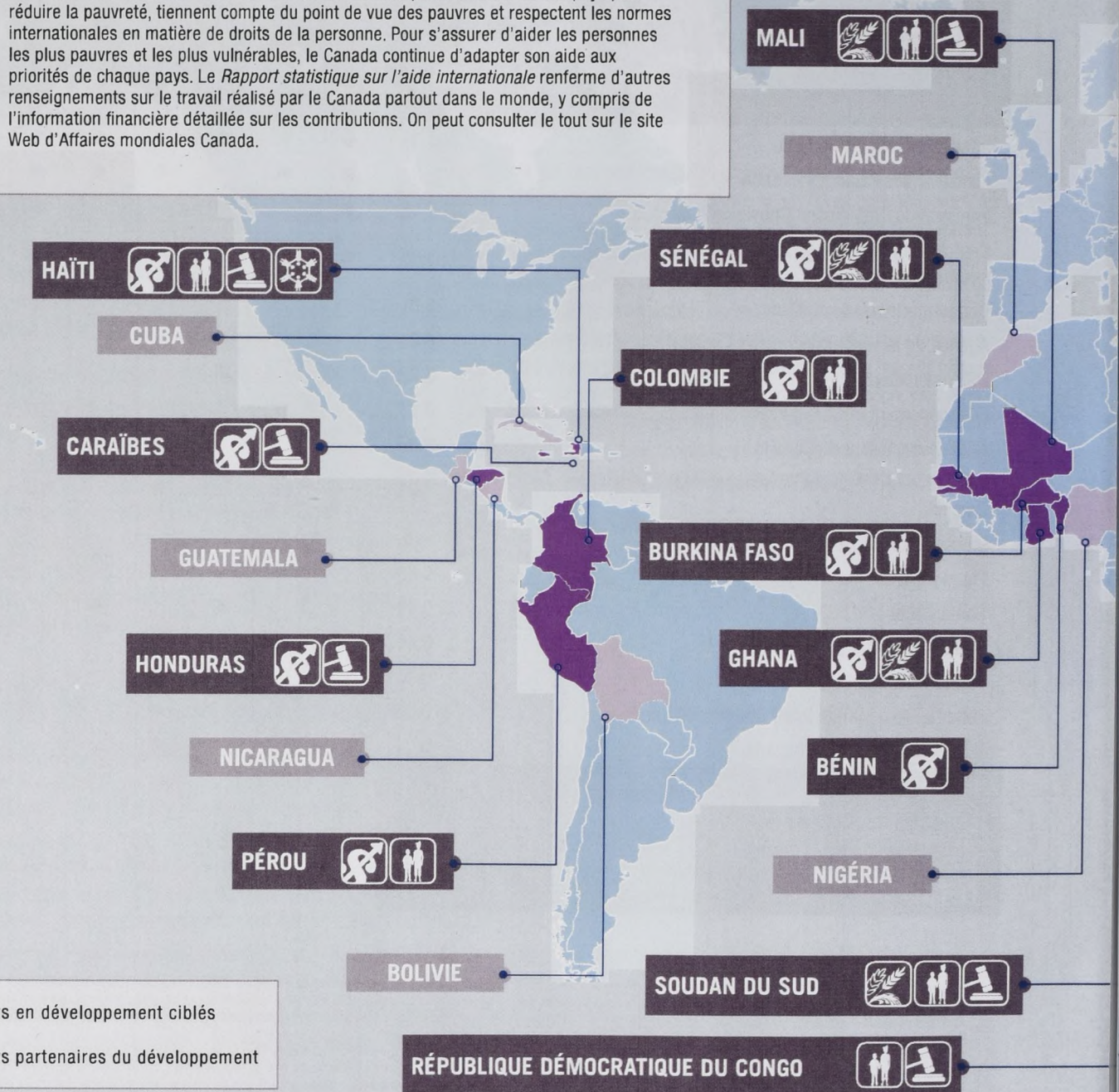
Compilés par Affaires mondiales Canada au nom du gouvernement du Canada		Principaux engagements			Priorités thématiques				
MINISTÈRE OU ORGANISME	DÉCAISSEMENTS ² (en millions \$ CA)	santé des mères, des nouveau-nés et des enfants	amélioration de la viabilité environnementale	crises humanitaires internationales	croissance économique durable	accroissement de la sécurité alimentaire	enfants et jeunes	promotion de la démocratie	stabilité et sécurité
Affaires mondiales Canada	3 794,06	●	●	●	●	●	●	●	●
Ministère des Finances Canada	492,81	●	●		●	●	●	●	●
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	256,46	●		●			●		●
Centre de recherches pour le développement international	194,58	●	●		●	●	●	●	
Gendarmerie royale du Canada	28,91								●
Agence de la santé publique du Canada ³	18,04			●					●
Défense nationale	8,22			●					●
Environnement et Changement climatique Canada	8,16		●						
Agence du revenu du Canada	1,07				●				
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	1,03				●				
Emploi et Développement social Canada	1,00							●	
Parcs Canada	0,88		●					●	
Santé Canada	0,48			●		●			
Statistique Canada	0,44							●	
Postes Canada	0,36				●				
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,05				●				
Ressources naturelles Canada	0,04				●				
Total partiel	4 806,60								
Services de soutien aux activités d'Affaires mondiales Canada ⁴	18,16								
TOTAL⁵	4 824,76								

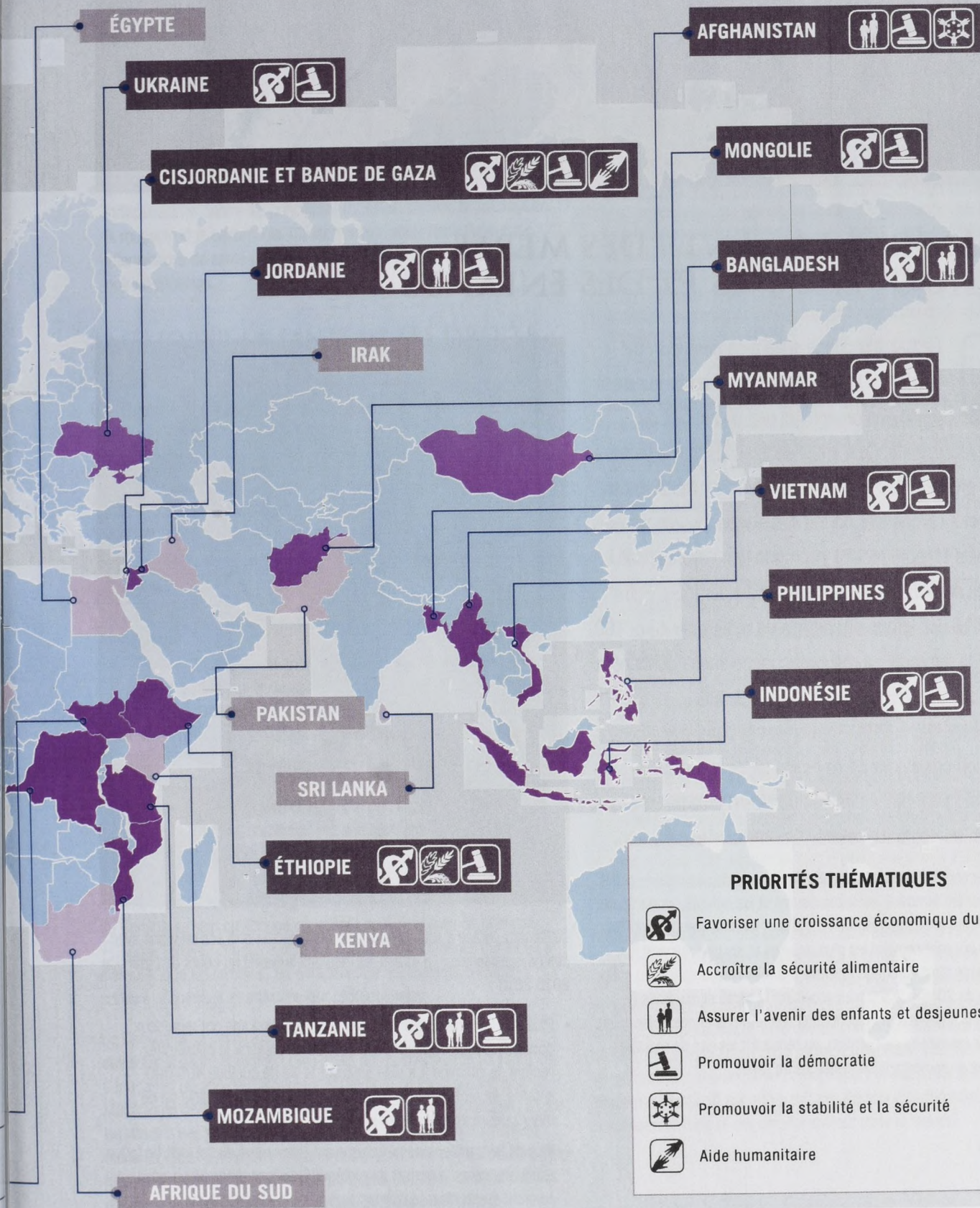
- Plusieurs ministères et organismes fournissent de l'ADO sous forme de contributions obligatoires à des organisations multilatérales dont une partie ou la totalité des activités soutient le développement.
- Les sommes figurant dans ce tableau excluent les remboursements des prêts et des contributions remboursables. Tous les remboursements seront indiqués séparément dans le *Rapport statistique sur l'aide internationale (exercice 2015-2016)*. Tous ces décaissements sont provisoires et peuvent être modifiés à la suite de l'exercice de l'assurance de la qualité. Les données définitives figureront dans le Rapport statistique.
- Comprend la quote-part du Canada à l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), qui s'élève à environ 14,6 millions de dollars. Pour en savoir davantage sur la contribution du Canada à l'OPS, se reporter à la section du présent rapport concernant les organisations internationales.
- Pour mener ses activités, Affaires mondiales Canada reçoit des services à titre gracieux de divers ministères fédéraux : Services publics et Approvisionnement Canada, Justice Canada, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Emploi et Développement social Canada.
- Les chiffres relatifs aux décaissements dans le tableau 1 ont été arrondis pour en faciliter la présentation.

PROGRAMMES BILATÉRAUX DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA







EFFICACITÉ DE L'AIDE

En 2007, le gouvernement du Canada s'est engagé à rendre son aide internationale plus efficace, plus ciblée et plus responsable par son Programme d'efficacité de l'aide. En 2015-2016, le Canada a concentré 90 p. 100 de son aide bilatérale au développement dans 25 pays ciblés. Ces pays ont été choisis en raison de leurs besoins criants, de leur capacité à tirer profit de l'aide au développement et de la conformité avec les priorités canadiennes en matière de politique étrangère. Le Canada poursuit également des programmes d'aide bilatéraux importants dans 12 autres pays partenaires. Globalement, il fournit une aide au développement dans plus de 80 pays au moyen de différents mécanismes, par l'intermédiaire de partenaires bilatéraux, multilatéraux et non gouvernementaux. L'un des aspects essentiels de l'efficacité de l'aide consiste à travailler directement avec ces pays. Les relations bilatérales du Canada se fondent sur des partenariats avec ces pays pour réduire la pauvreté, tiennent compte du point de vue des pauvres et respectent les normes internationales en matière de droits de la personne. Pour s'assurer d'aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, le Canada continue d'adapter son aide aux priorités de chaque pays. Le *Rapport statistique sur l'aide internationale* renferme d'autres renseignements sur le travail réalisé par le Canada partout dans le monde, y compris de l'information financière détaillée sur les contributions. On peut consulter le tout sur le site Web d'Affaires mondiales Canada.





PRIORITÉS THÉMATIQUES

-  Favoriser une croissance économique durable
-  Accroître la sécurité alimentaire
-  Assurer l'avenir des enfants et des jeunes
-  Promouvoir la démocratie
-  Promouvoir la stabilité et la sécurité
-  Aide humanitaire

LEADERSHIP DU CANADA : RESPECT DE NOS ENGAGEMENTS

AMÉLIORER LA SANTÉ DES MÈRES, DES NOUVEAU-NÉS ET DES ENFANTS



Le Canada donne suite à sa promesse de réorienter l'aide internationale en faveur de la santé des femmes et des enfants, et du

respect de leurs droits. Cela implique la nécessité de veiller à ce que les programmes actuels se fondent sur des données probantes et à ce que leur portée soit élargie, pour inclure les droits sexuels et reproductifs, y compris tout l'éventail des soins et des services de santé destinés aux femmes. Entre 1990 et 2015, les efforts ont permis de réduire de 43 p. 100 le nombre de femmes qui meurent chaque année pendant la grossesse ou l'accouchement (c.-à-d. 303 000, comparativement à 532 000 auparavant). Dans le même temps, le nombre d'enfants de moins de cinq ans qui meurent chaque année a diminué de plus de moitié (c.-à-d. 5,9 millions, comparativement à 12,7 millions auparavant).

Le Canada reconnaît l'importance vitale de soins et de services de santé de qualité pour les femmes, les adolescentes et les enfants, en particulier celles qui se trouvent dans des États fragiles et touchés par des conflits. Ce sont elles qui sont souvent les plus pauvres et les plus vulnérables. Aussi, le Canada s'est-il engagé à verser 3,5 milliards de dollars au cours de la période de 2015 à 2020 pour améliorer la santé et les droits (y compris les droits sexuels et reproductifs) des femmes et des enfants, en améliorant les conditions de nutrition, en réduisant les cas de maladies infectieuses et en renforçant les systèmes de santé.



Le Canada, grâce à ses partenariats multilatéraux et à ses relations avec des pays partenaires, a atteint les résultats suivants au cours de l'exercice 2015-2016 :

- Plus de 183 millions d'enfants de moins de cinq ans ont reçu deux doses annuelles de vitamine A. En plus de prévenir la cécité chez l'enfant, la vitamine A a aidé à sauver la vie de quelque 400 000 enfants, en réduisant leur risque de contracter une maladie ou de mourir des suites de graves infections.
- Plus de 380 millions de personnes ont consommé du sel iodé de façon adéquate, ce qui a permis de protéger 8 millions de nouveau-nés contre d'éventuels retards mentaux et une carence en iode.

- Près de 2,4 millions de femmes enceintes ont reçu des suppléments de fer et d'acide folique pour les aider à être en meilleure santé au cours de la grossesse.
- Près de 6 000 travailleurs et travailleuses au Vietnam ont suivi une formation sur la nutrition durant la grossesse, sur les soins prénatals et postnatals, sur la planification familiale et sur la santé et la sécurité au travail.
- Le Canada a aidé plus de 10 millions d'enfants à recevoir des vaccins indispensables contre les principales maladies, comme la poliomyélite, la rougeole et la pneumonie. La vaccination rapide reste l'une des interventions de santé publique les plus économiques et efficaces à notre disposition.

AMÉLIORER LA SANTÉ ET LES DROITS DES FEMMES ET DES ENFANTS

Chaque année, environ 1,5 million d'enfants de moins de cinq ans meurent de maladies évitables par la vaccination, et un nourrisson sur cinq n'a pas accès à la vaccination systématique. Quelque 3 millions de nouveau-nés meurent chaque année dans les 28 jours suivant leur naissance, et 98 p. 100 de ces décès se produisent dans les pays en développement. Plus de 16 millions d'adolescentes deviennent mères chaque année, alors que la mortalité maternelle est la principale cause de décès des adolescentes de 15 à 19 ans. Dans l'ensemble, le taux d'infection au VIH des jeunes femmes de 15 à 24 ans est deux fois plus élevé que celui des jeunes hommes.

Le Canada continue à jouer un rôle de premier plan dans l'amélioration de la santé et le renforcement des droits des femmes et des enfants partout dans le monde. Dans un effort visant à réduire les taux de mortalité et à améliorer les services relatifs à la santé, le Canada a collaboré à la Stratégie mondiale renouvelée pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé. Cette stratégie vise à mettre fin aux décès évitables, à garantir la santé et le bien-être des femmes, des enfants et des adolescents, et à élargir les milieux favorisant la bonne santé. La stratégie renouvelée a été lancée en septembre 2015 et, en janvier 2016, le secrétaire général de l'ONU a nommé la ministre du Développement international et de la Francophonie du Canada au sein du Groupe consultatif de haut niveau de l'initiative « Chaque femme, chaque enfant ». Ce mouvement mondial contribue à s'assurer que les femmes, les enfants et les adolescents peuvent survivre, s'épanouir et atteindre leur plein potentiel.

Le Canada dirige aussi les efforts mondiaux de coordination pour améliorer la santé et renforcer les droits des femmes et des enfants. Le Canada est un donateur fondateur et membre de l'organe dirigeant du Mécanisme de financement mondial, un partenariat international axé sur les besoins des pays et ayant pour but d'accélérer le financement de mesures visant à améliorer la santé des populations les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus difficiles d'accès. En 2015, le Canada s'est engagé à verser 200 millions de dollars au Mécanisme afin de

LE CANADA ET LE FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

Le Canada est le septième contributeur au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial, partenariat entre gouvernements, société civile, secteur privé et personnes touchées par le sida, la tuberculose ou le paludisme, soutient des programmes dans plus de 140 pays. On estime que ces programmes ont permis de sauver 17 millions de vies à ce jour, principalement en Afrique, où le fardeau de la maladie est le plus lourd. Depuis 2002, le Canada a versé plus de 2,88 milliards de dollars au Fonds mondial, dont un engagement de fonds de 785 millions de dollars pour 2017-2019, qui aidera à sauver 8 millions de vies supplémentaires et à empêcher 300 millions de nouveaux cas d'ici 2019.

Les décès et le nombre de nouveaux cas liés au sida, à la tuberculose et au paludisme diminuent et le Fonds mondial est en voie de sauver 22 millions de vies d'ici la fin de 2016. Le Fonds mondial estime qu'environ 55 à 60 p. 100 de ses investissements profitent aux femmes et aux filles. Les inégalités fondées sur le sexe, les pratiques préjudiciables, la violence sexuelle et la discrimination contre les femmes continuent de susciter un nombre disproportionné de nouvelles infections au VIH chez les femmes et les adolescentes.

Les activités du Fonds mondial ont produit les résultats suivants :

- 89,2 millions de personnes ont bénéficié d'un traitement antirétroviral pour le VIH;
- 15,1 millions de personnes ont été testées et traitées contre la tuberculose;
- 659 millions de moustiquaires de lit ont été distribués pour protéger les enfants et les familles du paludisme;
- 3,6 millions de mères séropositives ont reçu des médicaments pour prévenir la transmission du VIH à leurs bébés.

Témoignage de l'importance que le Canada attache au travail du Fonds mondial, et de son rôle d'initiative dans ce domaine, il a été l'hôte de la cinquième Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, les 16 et 17 septembre 2016, à Montréal, au Québec.

coordonner les efforts des partenaires pour atteindre, d'ici 2030, les Objectifs de développement durable liés à la santé. Grâce au leadership du Canada, le Mécanisme de financement mondial a amorcé une initiative sans précédent réunissant des pays, les Nations Unies et des organismes multilatéraux, ainsi que des financiers des secteurs public et privé et des organisations de la société civile. Cette initiative augmentera et harmonisera le financement des priorités et des plans des pays en matière de santé, et apportera des améliorations transformatrices à la santé des femmes et des enfants partout dans le monde.

RÉPONSE AU VIRUS ZIKA

La propagation rapide du virus Zika a intensifié les préoccupations mondiales au sujet des maladies transmises par les moustiques. Le virus Zika, en particulier, présente un risque élevé pour les femmes et les nouveau-nés en raison de son lien avec les malformations congénitales qui peuvent entraîner la mort.

De nouvelles recherches effectuées avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international du Canada au Venezuela et en Colombie ont permis de mettre au point à grande échelle des façons efficaces de s'attaquer au moustique *Aedes aegypti*, aussi connu sous le nom de moustique de la fièvre jaune. Ce moustique est le vecteur principal de trois maladies virales : le chikungunya, la dengue et la maladie à virus Zika. Mettant à profit des recherches antérieures sur la dengue, qui soulignent l'importance de cibler les moustiques avant qu'ils ne se soient entièrement développés, la Fundación Santa Fe de Bogota travaille avec des universités, le secteur privé, des représentants municipaux et des organisations de la société civile de Giradot, en Colombie, pour joindre 10 000 ménages à risque. Les citoyens sont maintenant appelés à couvrir les contenants d'eau et à prendre toute mesure privant les moustiques de leurs sites de reproduction, à protéger leurs habitations à l'aide de rideaux et de châssis-moustiquaires fabriqués localement et traités à l'insecticide. De plus, les grands réservoirs à eau des habitations neuves doivent désormais être munis de couvercles.

L'Agence de la santé publique du Canada soutient les efforts de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) pour accroître les activités de préparation et d'intervention en cas d'urgence dans les Amériques. L'OPS a fourni des outils et des conseils pour une intervention efficace contre le virus Zika, dont :

- la lutte contre les moustiques;
- les tests de laboratoire sur le nouveau virus;
- la surveillance des cas de microcéphalie (anomalie congénitale qui fait que la tête du bébé est de taille anormalement réduite);
- la gestion de cas, comme la préparation d'installations de soins de santé et la formation des travailleurs de la santé en cas de forte augmentation de la demande en soins spécialisés;
- le renforcement des capacités de communication des risques.

Affaires mondiales Canada a également fourni une aide d'urgence de 1 million de dollars dans la région des Amériques par la voie de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, l'Organisation mondiale de la santé, UNICEF et l'OPS. Ce financement a aidé à améliorer la préparation aux situations d'urgence et à la gestion des risques en cas d'urgence sanitaire dans les pays affectés et à risque. Cela a aussi renforcé la surveillance et le contrôle des vecteurs de propagation, et assuré des soins et du soutien aux familles touchées par le virus Zika.

Le Canada a également pris des mesures pour répondre aux besoins des femmes et des enfants en matière de santé sexuelle et reproductive, en annonçant un soutien financier de 81,6 millions de dollars à l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ventilé de la façon suivante :

- 5 millions de dollars pour son initiative phare d'approvisionnement en matière de contraceptifs;
- 11 millions de dollars pour prévenir les grossesses chez les adolescentes au Honduras;
- 50 millions de dollars pour des sages-femmes au Soudan du Sud, où les taux de mortalité maternelle sont parmi les plus élevés du monde;
- 15,6 millions de dollars de financement institutionnel renouvelé au FNUAP.

Depuis longtemps, le Canada soutient Gavi, l'Alliance du vaccin, qui a pour mission de sauver la vie des enfants et de protéger la santé en améliorant l'accès équitable à la vaccination dans les pays les plus pauvres du monde. En 2015, le Canada s'est engagé à verser 500 millions de dollars pour la stratégie 2016-2020 de Gavi, dont l'objectif est de vacciner 300 millions d'enfants additionnels d'ici 2020. À ce jour, Gavi a permis de vacciner un demi-milliard d'enfants, sauvant ainsi 7 millions de vies. L'appui du Canada permettra à Gavi de sauver 6 millions de vies supplémentaires entre 2016 et 2020.

OBTENIR DES RÉSULTATS CONCRETS AU PROFIT DES POPULATIONS LES PLUS PAUVRES ET LES PLUS VULNÉRABLES

Le Canada soutient les pays où l'amélioration de la santé et le renforcement des droits des femmes et des enfants est essentielle. Au cours de l'exercice 2015-2016, il a obtenu les résultats suivants :

- Au Mozambique, 19 583 de femmes se sont inscrites à titre de nouvelles utilisatrices de méthodes modernes de planification familiale.
- En Afghanistan, 732 248 naissances ont été assistées par du personnel de la santé qualifié.
- Au Bangladesh, 3 935 survivants d'actes de violence ont reçu des soins médicaux et obtenu des services de consultation psychosociale spécialisés.
- En Bolivie, 2 210 travailleurs en santé communautaire ont reçu une formation afin d'être mieux en mesure de combattre les maladies infantiles. À cette fin, les pratiques communautaires en santé familiale ont été intégrées à des pratiques exemplaires en matière de développement de la petite enfance.

- En Haïti, 81 254 hommes et femmes dans le district d'Artibonite ont appris comment appuyer les droits des femmes et la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.
- Au Kenya, des recherches menées sur le sort des femmes de Korogocho visent à évaluer la mesure dans laquelle des services de garde d'enfants subventionnés et de meilleure qualité peuvent influencer sur la capacité des femmes de travailler et de gagner de l'argent.

SE FONDER SUR LES FAITS ET LES RÉSULTATS

Pour rendre compte de ses résultats, le Canada se fonde sur des évaluations formelles de la pertinence et du rendement de ses programmes d'aide. De manière générale, l'évaluation formative de sa contribution à l'Initiative sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants a été positive pour ce qui est des investissements effectués au cours de la période de 2010 à 2014. Cependant, elle a recommandé de s'attaquer davantage aux facteurs contribuant aux taux de mortalité élevés des mères, des nouveau-nés et des enfants, telle la santé reproductive. En outre, il est recommandé d'équilibrer le soutien aux interventions qui répondent à la demande de la communauté avec la prestation de services de santé aux mères, aux nouveau-nés et aux enfants.

Les Objectifs pour le développement durable (ODD) de l'ONU ont porté l'attention internationale sur l'absence de données adéquates, ventilées selon le sexe, l'âge et la diversité. Ces données sont nécessaires pour mieux éclairer l'élaboration de programmes et de politiques.

L'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques connexes — les naissances, les décès et leur cause, les mariages et les divorces — constituent une source précieuse de renseignements pour clarifier la nature et l'étendue des problèmes de santé et protéger les droits de la personne. Fort de son leadership mondial au chapitre de la responsabilité des résultats au regard du développement, le Canada a dirigé la mise sur pied du Centre d'excellence pour les systèmes d'enregistrement des faits et des statistiques d'état civil par le truchement du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). De concert avec le Mécanisme de financement mondial et l'initiative « Chaque femme, chaque enfant », le Centre d'excellence aide les pays à mettre en place des systèmes de registre et de statistiques de l'état civil, lorsque leur infrastructure en ce domaine est inadéquate. Il les aide aussi à renforcer ces systèmes et à étendre leur utilisation, pour les rendre universels et durables.

De plus, le Réseau canadien sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants et la John Hopkins Bloomberg School of Public Health, avec le soutien du gouvernement du Canada, collaborent à l'élaboration d'une série d'outils en vue d'une planification et d'une évaluation des programmes de grande qualité et fondées sur les faits. Ces outils :

- aideront à évaluer la santé et les droits des femmes et des enfants dans les pays en développement;
- amélioreront le suivi et la communication d'information sur la santé des femmes et des enfants;
- contribueront à renforcer les méthodes de recherche sur la santé des femmes et des enfants.

SOUTIEN DU CANADA AUX ACTIVITÉS D'ÉRADICATION DE LA POLIOMYÉLITE AU PAKISTAN

La poliomyélite est une maladie infectieuse qui touche principalement les enfants de moins de cinq ans.

Une paralysie irréversible survient dans un cas sur 200, et de 5 à 10 p. 100 des personnes paralysées meurent lorsque leurs muscles respiratoires viennent à s'immobiliser. De même, 85 p. 100 des cas surviennent au Pakistan. Malgré d'importants progrès, la poliomyélite peut continuer de se propager rapidement sans tenir compte des frontières. Cela signifie qu'une surveillance adéquate, une forte couverture vaccinale et une intervention rapide en cas d'éclosion sont essentielles.

En avril 2016, le Canada a annoncé une contribution de 40 millions de dollars sur trois ans pour deux projets au Pakistan, mis sur pied par l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé. Ils accroîtront l'acceptation par les collectivités de la vaccination contre la poliomyélite, du dépistage et du contrôle de la maladie, ainsi que du suivi de toutes les mesures prises pour l'éradiquer.



INNOVER POUR AMÉLIORER LA SANTÉ

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans la création de partenariats public-privé novateurs, tels que le partenariat Naître à terme et l'Alliance pour le zinc en faveur de la santé de l'enfant.

L'initiative Naître à terme, née d'un partenariat entre des ONG, des gouvernements et le secteur privé, vise à réduire le nombre de naissances prématurées et la mortalité des nouveau-nés due à des complications prénatales en Éthiopie, au Bangladesh et au Mali. L'investissement de 20 millions de dollars du Canada a suscité la participation de nouveaux partenaires, dont l'entreprise Johnson & Johnson, qui a versé une contribution de 10 millions de dollars.

L'Alliance pour le zinc en faveur de la santé de l'enfant est née d'un partenariat, soutenu par le gouvernement du Canada, entre Teck Resources Ltd. et l'Initiative pour les micronutriments; elle est évaluée à 20 millions de dollars sur cinq ans (2011-2016). Grâce à l'Alliance pour le zinc en faveur de la santé de l'enfant, 22 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrant de diarrhée ont reçu des suppléments de zinc et des sels de réhydratation orale, et plus de 50 000 fournisseurs de soins de santé ont reçu une formation portant sur l'utilisation et les bienfaits du zinc et des sels de réhydratation orale dans le traitement de la diarrhée.

Le Fonds d'innovation pour le développement (santé) de 225 millions de dollars du gouvernement du Canada, géré par le CRDI et mis en œuvre par Grands Défis Canada finance les innovateurs en matière de santé dans les pays à faible et moyen revenu et au Canada. Au cours de l'exercice 2015-2016, il a terminé sa dernière année complète d'administration de programmes; son programme « Les Étoiles en santé mondiale » a permis de présenter de nouveaux dispositifs de diagnostic, une technologie d'administration de médicaments et des modèles d'affaires qui accroissent l'accès des clients aux traitements médicaux et leur assurent des services de soutien social.

Le projet Mise à jour des registres des naissances par l'utilisation de technologies innovantes réalisé en Tanzanie, grâce à un partenariat de 10 millions de dollars avec le Fonds pour l'enfance des Nations Unies (UNICEF), soutient la mise à jour d'un système d'enregistrement des naissances avec l'Agence tanzanienne d'enregistrement des naissances en partenariat avec Tigo, un fournisseur de services mobiles. Le système utilise une technologie de pointe pour télécharger rapidement les dossiers d'enregistrement des naissances dans un système centralisé au moyen de messages texte envoyés par téléphone mobile. Cela permet une surveillance en temps réel de l'enregistrement des naissances à l'échelle nationale, régionale et locale, tout en simplifiant grandement le processus même d'enregistrement.

ACCROÎTRE LA VIABILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT



Les changements climatiques et la dégradation environnementale touchent de plus en plus les économies des pays à l'échelle mondiale, ainsi que le bien-être des personnes. Les gens sont hautement tributaires de leur environnement naturel pour assurer leur bien-être physique, social et économique. Cela va des choses essentielles à l'existence, comme l'eau, les aliments et l'air ou du fait de devoir compter sur des ressources pour la croissance économique, à la nécessité d'être résilient face aux dangers naturels. Les défis environnementaux causés par la croissance de la population mondiale et l'exode vers les centres urbains peuvent déstabiliser les collectivités, compromettre les gains en matière de développement obtenus à l'arraché, et contribuer aux troubles sociaux et à la migration.

ZONES HUMIDES INTERNATIONALES DE L'ASIE DU SUD ET AUTORITÉ DE DÉVELOPPEMENT DU LAC CHILIKA

Les zones côtières de faible élévation, qui comprennent les zones les plus densément peuplées du monde, sont exposées à un risque élevé d'élévation du niveau de la mer et autres effets liés aux changements climatiques. Depuis 2011, le Centre de recherches pour le développement international du Canada appuie le Programme des zones humides internationales de l'Asie du Sud et l'Autorité de développement du lac Chilika. Travaillant avec les intervenants régionaux, ces organisations évaluent la vulnérabilité des personnes et des écosystèmes aux changements climatiques dans une zone côtière prioritaire, la lagune de Chilika, en Inde. Un cadre intégré de planification de la gestion fondé sur la recherche aide à préserver les moyens de subsistance de quelque 200 000 pêcheurs et 400 000 agriculteurs vivant autour de la lagune. De plus, du matériel de formation et d'autres ressources ont été mis au point à l'intention des gestionnaires des zones humides et des décideurs afin que d'autres puissent profiter de l'expérience de Chilika. Les mesures d'intervention en cas de catastrophe du projet ont été rudement mises à l'épreuve en 2013 lorsque le cyclone Phailin a frappé la région. Les comités de résilience aux catastrophes, les abris en cas de cyclone et les trousseaux de survie pour les familles qui ont été mis en place ont aidé à éviter d'importantes pertes de vies dans la région du Chilika.

Les faits montrent également que les changements climatiques touchent les femmes et les filles de façon disproportionnée, parce qu'elles constituent la majorité des gens les plus pauvres et les plus vulnérables et que leur survie est davantage tributaire de l'exploitation de ressources naturelles menacées par les changements climatiques. De plus, les femmes et les filles ont une mobilité limitée, un accès inégal aux ressources et au processus décisionnel, et sont confrontées à des obstacles sociaux, économiques et politiques qui réduisent leur capacité à s'adapter. On estime que dans les prochaines années, des milliards de personnes, principalement dans les pays en développement, seront exposées à des pénuries d'eau et d'aliments et à de grands risques pour la santé et la vie en raison des changements climatiques.

En novembre 2015, reconnaissant la nécessité pressante et urgente de s'attaquer aux problèmes mondiaux liés à l'environnement et aux changements climatiques, le Canada a annoncé un nouvel engagement financier de 2,65 milliards de dollars sur cinq ans pour aider les pays les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète à s'adapter aux changements climatiques. Cet investissement aidera à bâtir un avenir plus durable sur le plan environnemental pour les générations à venir. Dans le cadre de cet engagement, le gouvernement a annoncé le financement d'un certain nombre de projets clés, dont :

- 150 millions de dollars pour l'Initiative du G7 pour l'énergie renouvelable en Afrique;
- 50 millions de dollars pour l'initiative du G7 sur l'assurance contre les risques posés pour les changements climatiques;
- 30 millions de dollars pour des projets d'adaptation urgente par la voie du Fonds pour les pays les moins avancés, qui est géré par le Fonds pour l'environnement mondial.

STRATÉGIE MULTILATÉRALE ET RÉALISATIONS EN MATIÈRE DE VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Les effets de la dégradation environnementale et des changements climatiques (y compris la sécheresse, les inondations, les événements météorologiques extrêmes, la pollution et la réduction de la biodiversité) constituent d'importants défis à l'échelle mondiale, qui sont aussi persistants que complexes. La viabilité environnementale et la lutte contre les changements climatiques sont indissociables des autres défis cruciaux en matière de développement, comme l'égalité entre les sexes, la croissance économique, la gouvernance et les droits de la personne, l'éducation, la santé, la paix et la sécurité, l'aide humanitaire et la résilience. Pour s'attaquer à ces défis, le Canada appuie des initiatives mondiales et des organismes internationaux qui aident à optimiser l'effet de ses contributions.

Pendant la Conférence des Parties (COP15) qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009, les pays développés se sont engagés à fournir d'importantes ressources financières. On parle désormais d'« initiative de financement accéléré » pour désigner cet engagement collectif. C'est ainsi que le Canada a consacré 1,2 milliard de dollars sur trois exercices (2010-2011 à 2012-2013) à la lutte contre les changements climatiques, pour permettre aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter aux changements climatiques. Le soutien s'est également concentré sur les forêts et l'agriculture. La contribution canadienne au titre de cet engagement se poursuit sur le plan des projets et continue de donner des résultats. La plus grande partie de l'aide canadienne (environ 90 p. 100) a été distribuée par le truchement d'organisations multilatérales ayant un champ d'action élargi et une capacité démontrée de produire des résultats en octroyant des prêts. Ces organisations ont utilisé les fonds désignés du Canada pour administrer le financement accéléré et surveiller les résultats des projets. Par exemple :

- le Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie, doté d'un budget de 82,4 millions de dollars, encourage les entreprises à chercher des solutions de recharge technologiques à faibles émissions de carbone et à forte résilience aux changements et a permis de récolter jusqu'à 842 millions de dollars américains de fonds privés pour des technologies qui contribueront à réduire de 1,8 million de tonnes les émissions de gaz à effet de serre.
- La contribution de 250 millions de dollars du Canada au Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques a permis de récolter 717,3 millions de dollars de fonds privés qui ont permis de créer 333 mégawatts de nouvelle capacité d'énergie renouvelable et de réduire de 476 151 tonnes métriques les émissions de carbone.

- Par le biais de la Banque mondiale, le Canada fait la promotion des technologies propres et de la résilience aux changements climatiques, y compris celles visant la viabilité des forêts et des écosystèmes. Les contributions du Canada au Fonds de préparation du Fonds de partenariat pour le carbone forestier, géré par la Banque mondiale, permettent à 36 pays en développement de réduire les émissions de gaz à effet de serre imputables à la déforestation et à la dégradation des forêts, notamment par l'adoption de pratiques exemplaires pour la conservation des forêts, la gestion durable des forêts et l'augmentation des stocks de carbone forestier (quantité de carbone stocké dans les écosystèmes forestiers).

Le Canada a également élargi la portée de son appui aux différents efforts d'adaptation en contribuant à des fonds d'affectation spéciale, comme le Fonds pour les pays les moins avancés, le Mécanisme pour l'adaptation au changement climatique relevant du Programme de développement des Nations Unies, et de l'Université des Nations Unies - Institut de l'eau, environnement et santé. Au total, par son financement accéléré de 1,2 milliard de dollars, le Canada a déjà soutenu des projets d'adaptation et d'atténuation dans 65 pays en développement et continue d'ouvrir la voie en vue d'accroître les avantages pour l'environnement à l'avenir.

Pour s'attaquer aux changements climatiques et assurer la viabilité environnementale, le Canada collabore aussi étroitement avec un certain nombre d'autres mécanismes financiers internationaux. Dans le cadre de son engagement de 2,65 milliards de dollars (pris en novembre 2015) en faveur de la lutte contre les changements climatiques, il a annoncé une contribution de 300 millions de dollars au Fonds vert pour le climat, le plus important fonds mondial de lutte contre les changements

AIDER LES AGRICULTEURS DE L'OUGANDA À S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Lors de la 21^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), le prix des Nations Unies Momentum for Change a été décerné à un projet de l'Ouganda financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Le projet mettait à l'essai la communication de prévisions météorologiques, des avis agricoles et de l'information sur le marché au moyen de téléphones cellulaires et par voie radiophonique à 120 000 agriculteurs. Grâce à cette information, les agriculteurs ont pu réduire leurs pertes et dommages entourant la récolte de 67 p. 100. Ce prix soulignait le travail de Berhane Gebru, chercheur éthiopien émergent qui aide les agriculteurs à composer avec les événements météorologiques extrêmes, les conflits concernant les terres et les pénuries d'eau de plus en plus importantes dans le corridor sec du bétail du pays.



climatiques. En mai 2016, le Fonds vert pour le climat avait déjà approuvé huit projets d'une valeur globale de 624 millions de dollars américains. Ces projets permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'accroître la résilience des collectivités dans de nombreux pays, dont le Pérou, le Malawi, le Sénégal, le Bangladesh, les Maldives et les Fidji.

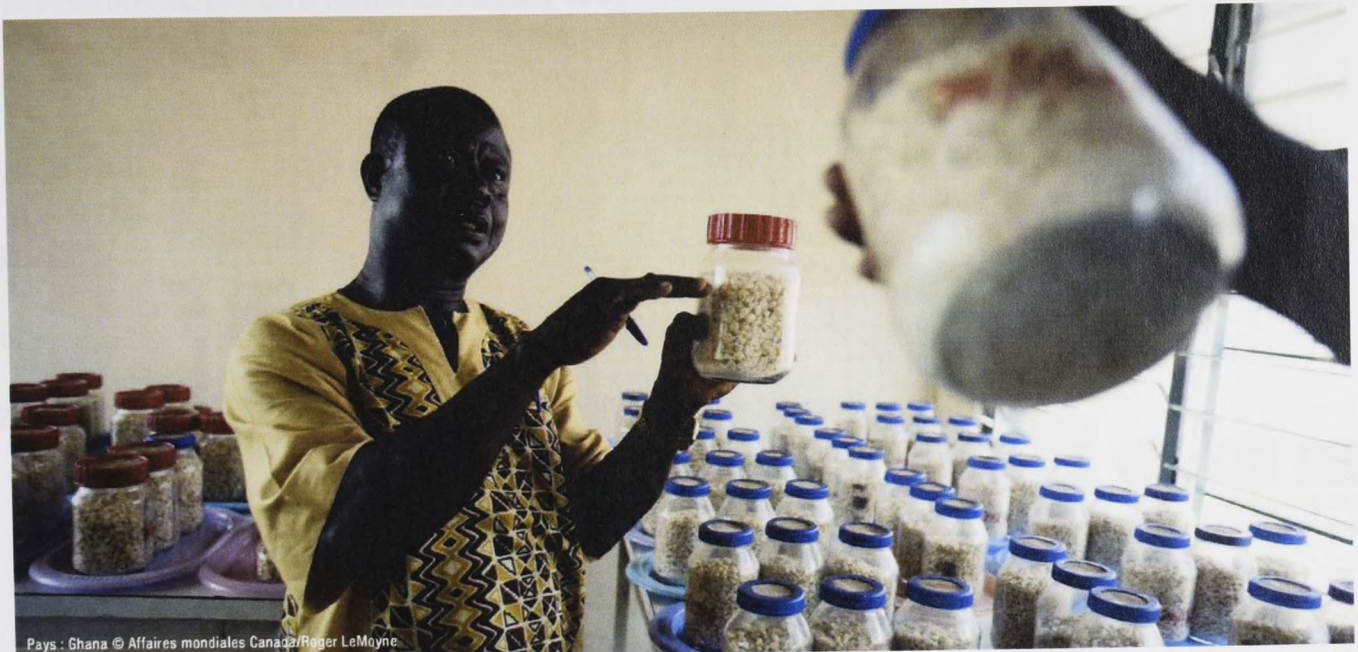
Par ailleurs, le Canada demeure un solide partenaire du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), auquel il a versé 233 millions de dollars pendant la période de reconstitution du FEM, de 2014 à 2018. Le FEM finance de multiples conventions environnementales multilatérales, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique, la Convention sur la lutte contre la désertification des Nations Unies et la Convention de Minamata sur le mercure. En 2015, les projets soutenus par le FEM ont permis de réduire de 2,7 milliards de tonnes métriques les émissions de gaz à effet de serre, de soumettre 103 millions d'hectares de terres à une gestion durable et de protéger plus de 50 rivières, lacs et bassins hydrographiques souterrains.

Des ministères fédéraux, comme Environnement et Changement climatique Canada, apportent également un soutien aux pays en développement pour renforcer leur capacité à faire face aux changements climatiques et à participer aux efforts multilatéraux. Par exemple, grâce aux contributions financières du Canada en 2015-2016, l'Organisation internationale de la Francophonie a pu aider des pays en développement à préparer et à présenter leurs rapports sur les changements climatiques, ce qui permet un suivi en amont des effets des changements climatiques et des résultats de la lutte contre ceux-ci. Le Canada apporte aussi son soutien à des activités réalisées en application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, lesquelles visent à

renforcer la capacité des pays en développement de soumettre leurs rapports sur les mesures d'atténuation et d'adaptation, de promouvoir la durabilité environnementale et de participer aux négociations mondiales sur les changements climatiques. L'aide publique au développement du Canada a également financé la recherche visant à mieux comprendre les changements climatiques. Ainsi, afin de promouvoir la recherche environnementale en partenariat avec des pays en développement, Environnement et Changement climatique Canada a fourni un appui à l'Inter-American Institute for Global Change Research. La contribution du Canada au Fonds d'affectation spéciale du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, relevant des Nations Unies, aide les pays en développement à participer à des réunions d'experts et à prendre des décisions plus éclairées en matière d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation face à ceux-ci.

STRATÉGIE BILATÉRALE ET RÉGIONALE EN MATIÈRE DE VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET RÉALISATIONS

Le Canada travaille directement avec des pays et des organisations régionales pour lutter contre les changements climatiques en offrant des produits et des services qui s'attaquent aux problèmes liés à la pollution de l'air intérieur, à la rareté et à la qualité de l'eau, à la gestion des déchets et à l'hygiène. Par exemple, le Canada a versé 10 millions de dollars au Fonds international de développement agricole (FIDA) pour aider les petits exploitants agricoles à devenir plus résilients face aux changements climatiques. La contribution du Canada a aidé le FIDA à agir avec plus de flexibilité dans la mise sur pied des activités de lutte aux



Pays : Ghana © Affaires mondiales Canada/Roger LeMoynes

changements climatiques, et lui permettra d'intégrer un programme axé sur le climat dans l'ensemble de son portefeuille d'ici 2018.

Au Ghana, le projet Approche systémique pour améliorer et maintenir la sécurité alimentaire en Afrique occidentale aide les agriculteurs à adopter des pratiques agricoles intelligentes face au climat, notamment un meilleur contrôle des mauvaises herbes et une gestion efficace des terres. Plus de 300 agriculteurs ont adopté ces pratiques et environ 70 p. 100 d'entre eux ont déclaré faire une utilisation plus efficace des semences et des fertilisants, et avoir réduit leurs coûts de main-d'œuvre.

En Jordanie, le Canada a fait la promotion de produits d'énergie renouvelable et de pratiques d'efficacité énergétique, incluant les panneaux photovoltaïques ou solaires, les chauffe-eau solaires et les ampoules à faible consommation d'électricité. Ont ainsi été améliorés les moyens de subsistance de 150 000 femmes, hommes et enfants dans les collectivités pauvres de la vallée du Jourdain et de la région d'Ajlun.

Le Fonds de gestion intégrée des risques liés aux catastrophes, administré par la Banque asiatique de développement, gère les risques liés aux catastrophes touchant tout particulièrement les populations les plus pauvres et vulnérables de l'Asie du Sud-Est. Cela implique de mettre en œuvre des stratégies de résilience aux changements climatiques dans les collectivités de la sous-région du Grand Mékong, et de fournir de

l'information sur les risques liés aux catastrophes aux fins de la planification des investissements au Myanmar (anciennement connu sous le nom de Birmanie) et à l'échelle des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Au Belize, le programme Compete Caribbean, cofondé par le Canada, a aidé neuf des 10 fermes à crevettes du pays à satisfaire aux normes de certification de l'Aquaculture Stewardship Council. Cette certification, qui garantit la production écologiquement et socialement responsable des crevettes d'élevage, donnera au Belize l'accès aux lucratifs marchés haut de gamme d'Europe, des États-Unis et du Canada.

L'aide du Canada au projet Zones Santé, en République démocratique du Congo, a permis d'améliorer l'hygiène et la gestion des déchets biomédicaux dans les hôpitaux de la province de Kinshasa, réduisant ainsi le risque d'infection des blessures et la contamination du sol et de l'eau.

Le Canada continuera d'aider ses partenaires de développement à s'attaquer aux enjeux environnementaux et liés aux changements climatiques. Cela comprend la nécessité de donner suite à l'engagement pris dans l'Accord de Paris de financer la lutte contre les changements climatiques, et de s'assurer que les considérations liées à l'environnement et aux changements climatiques sont prises en compte dans l'aide au développement.

INTERVENIR RAPIDEMENT ET DE MANIÈRE EFFICACE EN CAS DE CRISE HUMANITAIRE INTERNATIONALE



Des crises humanitaires, découlant en grande partie de conflits persistants et d'importants déplacements de populations, ont dominé

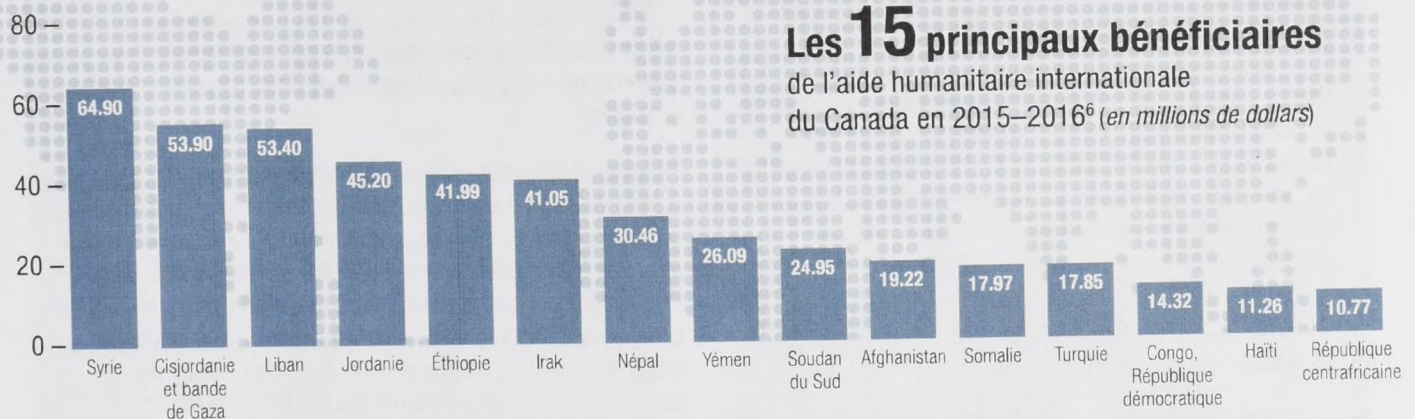
l'année 2015-2016. En 2015, environ 65 millions de personnes dans le monde ont été contraintes d'abandonner leurs lieux de résidence. De ce nombre, plus de 21 millions sont des réfugiés. En règle générale, les populations de réfugiés comptent une majorité de femmes et d'enfants. En raison d'une conjugaison de facteurs, comme la discrimination fondée sur le sexe pour l'accès aux ressources, à l'éducation et à l'emploi, des services de santé reproductive de mauvaise qualité et l'exclusion des processus décisionnels, les femmes et les filles réfugiées ou déplacées constituent l'un des groupes les plus vulnérables de la planète.

Malgré cela, elles jouent un rôle central dans la survie et la résilience des familles et des collectivités. En 2015-2016, certaines crises, comme les séismes au Népal, ont eu de très graves répercussions, alors que d'autres ont imposé un fardeau persistant et important aux populations. Dans la

plupart des cas, il s'agit de familles confrontées à l'insécurité alimentaire, par suite de sécheresses provoquées par El Niño, et de personnes déplacées en raison de conflits persistants en Syrie, en Irak, au Yémen, en Afghanistan et au Soudan du Sud.

En 2015-2016, le Canada a fourni une aide humanitaire à 57 pays confrontés à des situations d'urgence complexes, à l'insécurité alimentaire, à des épidémies sanitaires non récurrentes ainsi qu'à des catastrophes naturelles (p. ex. pendant cette période seulement, on a en dénombré 27). Pour apporter une aide humanitaire essentielle, il a travaillé de concert avec les organismes spécialisés des Nations Unies, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des organisations de la société civile :

- Le Comité international de la Croix-Rouge a amélioré l'accès de 31,3 millions de personnes à l'eau et à des installations d'assainissement.
- Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies a fourni de l'aide à plus de 50 millions de personnes en situation d'urgence, en améliorant leur sécurité nutritionnelle et alimentaire.
- Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a vacciné 11,3 millions d'enfants contre la rougeole et a traité 2 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.



6. Ce tableau présente les décaissements bilatéraux effectués au titre de l'aide humanitaire, conformément à la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*. Il s'agit de données provisoires. Les fonds provenant de toutes les provinces sont exclus du total général. Les montants définitifs seront diffusés dans le site Web d'Affaires mondiales Canada d'ici la fin mars 2017, dans le *Rapport statistique sur l'aide internationale*.



AIDE AUX RÉFUGIÉS

Dans le monde entier, le Canada est reconnu comme une terre d'accueil pour les réfugiés venant de l'étranger. En 2015-2016, il a accueilli 21 102 réfugiés pris en charge par le gouvernement, 15 954 réfugiés bénéficiant d'un parrainage privé et 2 851 réfugiés recommandés par le Programme mixte des réfugiés désignés venant de partout dans le monde. Sur ces quelque 40 000 réfugiés, le gouvernement du Canada a accueilli 25 000 Syriens sur son territoire entre novembre 2015 et février 2016. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a versé une somme de 256,46 millions de dollars en aide au développement officielle (ADO) dans le cadre de trois programmes visant à aider les réfugiés.

Dans le cadre du Programme d'aide à la réinstallation (PAR) d'IRCC, les réfugiés pris en charge par le gouvernement qui arrivent au Canada bénéficient immédiatement de services essentiels pendant les quatre à six premières semaines après leur arrivée au pays et d'un soutien du revenu mensuel pouvant s'étendre jusqu'à un an (les réfugiés désignés par un bureau des visas peuvent recevoir un tel soutien pendant une période allant jusqu'à six mois). En 2015-2016, 18 501 personnes ont reçu des services financés par la voie de ce programme.

Le Programme d'établissement du Canada, également géré par IRCC, aide les nouveaux arrivants, y compris les réfugiés, à surmonter les

obstacles qui caractérisent l'expérience des nouveaux arrivants. Les services d'établissement aux nouveaux arrivants leur offrent :

- l'information requise pour prendre des décisions éclairées;
- les compétences linguistiques pour atteindre les objectifs en matière d'établissement et d'intégration;
- l'aide nécessaire pour trouver et conserver un emploi;
- le soutien nécessaire pour établir des réseaux dans leur nouvelle collectivité.

Les services d'établissement appuient la pleine participation des nouveaux arrivants à la vie civique, sociale, économique et culturelle du Canada.

En outre, les coûts des soins de santé des personnes protégées, comme les demandeurs d'asile, les demandeurs d'asile déboutés et certaines personnes détenues en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, peuvent temporairement être assurés par le Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI) jusqu'à ce que celles-ci aient droit à l'assurance maladie provinciale ou territoriale. Depuis avril 2016, ce programme a été élargi pour assurer une couverture de soins de santé semblable à celle offerte aux bénéficiaires de l'aide sociale des provinces et des territoires canadiens.

TREMBLEMENTS DE TERRE AU NÉPAL

En avril 2015, un séisme de magnitude 7,8 a frappé le Népal, près de Katmandou. Il a été rapidement suivi de fortes secousses et d'un autre séisme, de magnitude 7,3 cette fois. Cette catastrophe a touché 8 millions de personnes, fait plus de 9 000 morts et entraîné le déplacement temporaire de 2,8 millions de sinistrés.

Quelques jours après seulement, le Canada a fourni une aide humanitaire de 10 millions de dollars. Il a aussi déployé sur le terrain son Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC), chargée d'apporter une expertise cruciale en ingénierie, ainsi que des équipes médicales mobiles, des équipes de soutien géomatique et des agents de liaison sur le terrain. L'EICC du Canada a :

- traité plus de 700 patients népalais;
- permis à environ 3 400 personnes d'accéder à de l'eau potable sûre;
- fourni plus de 750 cartes topographiques et produits d'imagerie au gouvernement népalais, aux militaires étrangers et aux organisations non gouvernementales et des Nations Unies;
- enlevé plus de 3 000 mètres cubes de décombres et dégagé des routes pour faciliter l'accès à environ 204 000 sinistrés;
- rendu possible la publication de plus de 300 messages de sécurité publique;
- distribué plus de 355 radios à manivelle, ce qui a permis à des collectivités éloignées de se tenir au courant des opérations de secours.

De plus, quatre chargements de fournitures de secours de la réserve du Canada ont été acheminés au Népal par avion pour aider des partenaires humanitaires à répondre aux besoins d'environ 4 000 familles sinistrées.

Par le biais du Fonds de secours aux victimes du séisme au Népal, le gouvernement du Canada s'est engagé à apporter une aide équivalente aux dons des Canadiens. En avril et mai 2015, ces derniers ont fait preuve de générosité en donnant 51,7 millions de dollars à des organismes admissibles. Le gouvernement du Canada a apporté une contribution équivalente : 27 millions de dollars pour la réponse immédiate et 24,7 millions de dollars pour la reconstruction des collectivités.

L'aide humanitaire canadienne s'est avérée importante pour 14 des districts les plus touchés :

- Plus de 700 000 familles ont obtenu des abris d'urgence et des articles de première nécessité.
- 1,4 million de personnes ont reçu une aide alimentaire d'urgence.
- Plus de 850 000 personnes ont pu accéder à de l'eau potable ainsi qu'à des installations et à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats.

- Plus de 50 000 personnes ont reçu une aide médicale essentielle.
- Plus de 170 000 enfants ont eu accès à des centres temporaires d'apprentissage et ont reçu un soutien psychosocial communautaire, tandis que 379 enfants séparés ou non accompagnés à la suite des séismes ont pu retrouver leurs familles.
- Pendant trois mois, une unité de soins de santé de base de la Société canadienne de la Croix-Rouge a fourni des soins de base à 4 517 patients à Dhunche.

SYRIE ET IRAK

Le conflit en cours en Syrie, qui en est maintenant à sa sixième année, a déclenché la pire crise humanitaire du monde contemporain. Selon les Nations Unies, 13,5 millions de personnes vivant en Syrie ont besoin d'une aide urgente, y compris 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de ses frontières. On estime que le conflit actuel a fait plus de 250 000 morts et des centaines de milliers de blessés. De plus, près de 4,6 millions de Syriens se sont réfugiés dans les pays voisins (Égypte, Irak, Jordanie, Liban et Turquie). Des milliers d'autres ont fait le difficile voyage jusqu'en Europe, en quête de sécurité et d'une vie meilleure.

En Irak, la situation humanitaire continue de se détériorer et les affrontements armés entre l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) et les forces gouvernementales entraînent des déplacements de populations. Au début de 2016, au moins 10 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire immédiate. Aussi, 3 millions d'entre elles se trouvaient dans des zones difficiles d'accès. Dans l'ensemble, 3,2 millions de personnes ont été déplacées et 440 000 autres sont retournées dans leur collectivité, mais pour constater qu'elle avait été détruite. Dans ce genre de situations, les femmes et les filles sont confrontées à des risques et à une vulnérabilité accrue, tels que la traite

RÉPONSE DU CANADA À L'ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA EN HAÏTI

À la mi-2016, le Canada avait versé plus de 2,3 millions de dollars de fonds humanitaires en réponse à l'épidémie de choléra en Haïti. Ce financement est distribué par le biais d'organisations multilatérales, telles l'Organisation panaméricaine de la santé et l'UNICEF, et diverses ONG, pour aider à régler les besoins urgents en matière de soins de Santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène des populations vulnérables et à risque.

Depuis l'écllosion de l'épidémie en Haïti, en octobre 2010, les programmes bilatéraux canadiens ont aidé à lutter contre celle-ci dans le cadre d'un projet de l'UNICEF (2014-2019). Ce projet contribue à améliorer l'accès à l'eau potable et à de meilleures installations d'assainissement et d'hygiène dans les départements d'Artibonite et du Centre. Le financement de ce projet a été augmenté de 12 à 20 millions de dollars en mars 2016, pour étendre la campagne contre le choléra à deux autres municipalités sérieusement touchées par la maladie.

des personnes, les mariages forcés ou précoces, la violence sexuelle et sexiste et l'accès réduit aux services de santé sexuelle et reproductive.

En février 2016, le gouvernement du Canada a annoncé sa nouvelle stratégie face aux crises en Irak, en Syrie et dans la région environnante au cours des trois prochaines années. C'est ainsi qu'il s'est engagé à consacrer 1,1 milliard de dollars pour aider les personnes les plus touchées, dont 840 millions de dollars sous forme d'aide humanitaire. Par ailleurs, les Canadiens ont contribué généreusement au Fonds de secours d'urgence pour la Syrie lancé en septembre 2015. Au cours de la dernière année, la ministre du Développement international et de la Francophonie a annoncé que les dons admissibles des Canadiens à des organismes de bienfaisance s'élevaient à 31,8 millions de dollars. Or, le gouvernement du Canada s'est engagé à apporter une contribution équivalente à ces dons. Grâce à cette aide, l'UNICEF peut poursuivre des initiatives en matière d'éducation et de protection de l'enfance en Syrie et en Jordanie et de vaccination des enfants en Syrie, de façon à répondre efficacement à des besoins cruciaux et à accroître la résilience des collectivités touchées par le conflit.

EL NIÑO

Au début de 2015, des conditions météorologiques extrêmes liées à un phénomène El Niño particulièrement marqué dans l'océan Pacifique ont entraîné une hausse de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, la perte de modes de subsistance et des déplacements de populations dans un certain nombre de pays en développement dans l'est et le sud de l'Afrique, en Amérique centrale et du Sud, en Asie du Sud-Est et dans la région du Pacifique. L'Éthiopie a été un des pays les plus touchés et a connu la pire sécheresse en 50 ans, ce qui a eu pour effet de tripler le nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire d'urgence : 10,2 millions en décembre 2015, contre 2,9 millions en janvier de la même année. Les taux de malnutrition ont augmenté fortement et l'accès à l'eau, notamment pour les ménages ruraux, a diminué radicalement. L'Afrique australe a été aux prises avec des niveaux élevés d'insécurité alimentaire en raison des conditions climatiques et de mauvaises récoltes tout au long de 2015. Au moins 28 millions de personnes en Afrique australe étaient en situation d'insécurité alimentaire.



Le Canada a été l'un des premiers pays à intervenir face à l'insécurité alimentaire provoquée par El Niño, en fournissant de l'aide alimentaire et nutritionnelle à l'Éthiopie (35 millions de dollars), au Malawi (3 millions de dollars) et au Zimbabwe (1,5 million de dollars), entre octobre 2015 et février 2016. En mars 2016, il a également augmenté ses contributions humanitaires en Amérique centrale et en Haïti. La Société canadienne de la Croix-Rouge, qui administre le Fonds de secours d'urgence en cas de catastrophe du gouvernement du Canada, a facilité le soutien immédiat, notamment dans le cadre des opérations de secours de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge face à plusieurs crises humanitaires soudaines, de petite et de moyenne ampleur. L'aide canadienne a bénéficié aux pays suivants : Salvador (30 000 \$), Guatemala (85 000 \$), Namibie (35 000 \$), Malawi (35 000 \$) et Zimbabwe (35 000 \$).

EBOLA

En 2015-2016, dans le prolongement de sa contribution importante à la lutte contre la maladie à virus Ebola en 2014-2015, le Canada a continué d'aider à son éradication et au redressement des pays les plus touchés.

Pendant cette période, Affaires mondiales Canada a poursuivi ses efforts face à la crise, y compris par une aide financière de 24,35 millions de dollars. Cela comprend la contribution canadienne au Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action contre l'Ebola, qui aide les institutions des Nations Unies et d'autres organismes humanitaires à répondre aux priorités immédiates et à combler les lacunes dans la lutte contre l'épidémie.

L'Agence de la santé publique du Canada et Santé Canada ont également fourni près de 2,5 millions de dollars pour déployer des spécialistes en santé publique en Afrique occidentale afin d'appuyer les activités en lien avec la maladie à virus Ebola. Les déploiements ont été rendus possibles grâce aux partenariats avec diverses organisations, dont Médecins Sans Frontières, le Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis. Les spécialistes ont offert des services de laboratoire, de gestion des urgences, d'épidémiologie et de santé aux frontières dont les pays avaient grand besoin. Santé Canada a aidé l'OMS dans les pays africains touchés par la maladie à virus Ebola en faisant l'examen des essais cliniques de vaccins et en menant d'autres activités nécessaires pour évaluer l'approbation de traitements et de vaccins potentiels. Les Forces armées canadiennes ont fourni des services d'une valeur de 263 000 \$, en travaillant aux côtés de leurs collègues militaires du Royaume-Uni au traitement des cas suspectés et confirmés de maladie à virus Ebola chez les travailleurs de la santé étrangers et locaux, ainsi que chez le personnel international.

PRIORITÉS THÉMATIQUES DU CANADA POUR L'AIDE INTERNATIONALE

En 2015-2016, en vue de poursuivre les objectifs canadiens liés à l'efficacité de l'aide et maintenir l'attention sur son aide internationale, le gouvernement s'est concentré sur cinq priorités thématiques :

- favoriser une croissance économique durable;
- accroître la sécurité alimentaire;
- assurer l'avenir des enfants et des jeunes;
- promouvoir la démocratie;
- promouvoir la stabilité et la sécurité.

De plus, pour mettre à profit l'avantage concurrentiel du Canada, le gouvernement du Canada continue d'intégrer à toutes ses activités

d'aide internationale des thèmes transversaux : accroître la viabilité de l'environnement, favoriser l'égalité entre les sexes et appuyer le renforcement des institutions et des pratiques en matière de gouvernance.

À l'heure actuelle, le gouvernement réexamine les priorités thématiques canadiennes dans le cadre de l'Examen de l'aide internationale. De cette façon, le Canada pourra prendre des décisions éclairées sur la meilleure façon d'utiliser ses ressources face à de nouveaux enjeux mondiaux ainsi que sur les priorités qui guideront son aide au développement. L'autonomisation des femmes et des filles sera au cœur des nouvelles priorités. De même, le Canada continuera d'aider les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, et d'apporter son soutien à des États fragiles.

FAVORISER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE



La Stratégie sur la croissance économique durable d'Affaires mondiales Canada vise à créer une croissance économique équilibrée et

durable qui permette d'augmenter les revenus, de créer des emplois et de réduire la pauvreté dans les pays en développement. En 2015-2016, les initiatives du Canada en faveur d'une croissance économique durable se sont concentrées sur le renforcement des bases économiques, l'expansion des entreprises et l'investissement dans le capital humain.

ÉTABLIR DES ASSISES ÉCONOMIQUES

Les gouvernements jouent un rôle clé dans la création des conditions et des cadres institutionnels nécessaires à l'investissement, à l'innovation et à la croissance économique. Le Canada aide à renforcer la capacité des

pays en développement à assurer une gestion financière et économique saine et transparente ainsi qu'à adopter des politiques publiques qui favorisent les investissements du secteur privé et réduisent la corruption. Conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), le Canada apporte également aux gouvernements des pays en développement le soutien dont ils ont besoin



Pays : Haïti © Affaires mondiales Canada/Jean-François Colbanc

pour mettre en place les cadres législatif, réglementaire, commercial, industriel et financier nécessaires à une croissance durable.

En 2015, le Canada a apporté son soutien à cinq banques régionales de développement qui offrent une aide financière et une assistance technique au développement : la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, la Banque de développement des Caraïbes, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque interaméricaine de développement. Ces contributions canadiennes ont aidé à construire ou à remettre en état 10 000 kilomètres de route, à approvisionner en eau potable 166 000 ménages et à améliorer les services d'hygiène publique au profit de plus de 3 millions d'habitants de pays en développement.

En Afrique, la replantation et le reboisement ont permis d'améliorer des terres d'une superficie de 441 270 hectares. En tout, 9,6 millions de personnes (dont 4,1 millions de femmes) ont bénéficié de ces améliorations dans le secteur agricole. Ces efforts ont renforcé la sécurité alimentaire et créé une croissance économique plus durable à l'échelle du continent africain. Les investissements de la Banque africaine de développement ont également permis de raccorder plus de 10,8 millions de personnes au réseau électrique ou d'améliorer des installations de raccordement existantes. En mars 2016, le ministre du Développement international a signé un protocole d'entente avec USAID pour accroître l'accès à l'énergie au profit des populations subsahariennes dans le besoin. Ce protocole d'entente aidera le gouvernement du Canada à



Pays : Bolivie © Affaires mondiales Canada/Antonio Suárez Weise

coordonner ses efforts en Afrique pour donner suite à l'engagement pris par le G7 de soutenir la production de 10 nouveaux gigawatts d'énergie renouvelable d'ici 2020 et de 300 nouveaux gigawatts d'ici 2030.

Dans les Caraïbes, 30 609 personnes (dont la moitié sont des femmes) ont bénéficié d'un transport plus rapide et sécuritaire grâce à la construction ou à la remise en état de 91 kilomètres de route. La réduction des temps de déplacement a des conséquences surtout sur la vie des femmes et des filles qui, en général, ont des habitudes de déplacement plus complexes que les hommes, en raison de leurs obligations familiales.

Dans les Amériques, 161 836 MWh d'énergie renouvelable ont été produits en 2015 et le rejet de 121 663 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone a été évité grâce à l'intervention du Fonds canadien pour le climat pour le secteur privé dans les Amériques et du Groupe de la Banque interaméricaine de développement.

Chaque année, en tant que membre clé d'organisations fiscales internationales et régionales, le Canada fournit une assistance technique pour améliorer les administrations fiscales des pays en développement. L'Agence du revenu du Canada (ARC) accueille des visites d'étude, répond aux demandes de renseignements et fournit une expertise technique sur le terrain à de nombreux pays en développement. En 2015-2016, l'Afrique du Sud, le Bangladesh, le Chili, la Chine, le Guyana, Haïti, la République dominicaine, la Tunisie et la Turquie ont été au nombre des bénéficiaires de ce soutien.

Dans le cadre du projet de Réforme de la réglementation des affaires Canada-Amériques (interaméricain), le Canada a contribué à l'amélioration du contexte commercial dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et à la simplification du régime d'imposition des microentreprise ainsi que des petites et moyennes entreprises. Depuis ses débuts en 2012, le projet a permis d'améliorer les cadres et les modes de réglementation des affaires en accomplissant 24 réformes dans neuf pays, dont quatre réformes achevées en 2015-2016. On estime qu'environ 860 000 entreprises en Colombie, près de 60 000 au Pérou et plus de 10 000 dans les Caraïbes bénéficieront de ce projet.

En 2015-2016, le Canada a continué d'apporter son soutien à l'assistance technique du Fonds monétaire international (FMI) au profit de la Banque nationale d'Ukraine (BNU). Ces efforts aideront la BNU à faire face aux difficultés que connaît son système bancaire, à améliorer la réglementation et la supervision ainsi qu'à modifier le cadre et le fonctionnement de sa politique monétaire et de taux de change. Ils ont aussi aidé le gouvernement de l'Ukraine à mettre en œuvre le volet « secteur financier » du programme du Fonds monétaire international de 17,5 milliards de dollars. Grâce à ce soutien, l'Ukraine est aussi parvenue à rétablir la stabilité macroéconomique (avec une croissance de 6 p. 100 du PIB au dernier trimestre de 2015), à renforcer la gouvernance et la transparence économiques ainsi qu'à réaliser des progrès vers une

croissance économique équilibrée, après les crises politique et économique de 2014.

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) a donné, par le biais de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de la formation sur la prestation de services en matière de propriété intellectuelle à 12 hauts fonctionnaires venant du Mexique, de Cuba, du Brésil, du Vietnam, de l'Indonésie, du Bangladesh, de l'Afrique du Sud, du Ghana, du Mozambique, de la Tunisie, de l'Égypte et de la Roumanie. L'OPIC a également fourni au Madagascar et à Djibouti des rapports de recherche et d'examen relatifs à des demandes de brevet.

FAVORISER LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

Le secteur privé joue un rôle important en faveur d'une croissance économique durable. En règle générale, les pays en développement dont le secteur privé est sain affichent des taux de croissance et de réduction de la pauvreté plus élevés. En 2015-2016, le Canada a soutenu la viabilité financière, la productivité et la compétitivité de microentreprises et de petites et moyennes entreprises du secteur privé du monde entier, en accordant la priorité à celles dirigées par des femmes. Cela a entraîné une augmentation des possibilités d'emploi pour les personnes pauvres.

L'organisme World Renew a aidé 13 463 résidents du Honduras, du Mali, du Bangladesh, de la Tanzanie et du Mozambique à s'organiser en 715 groupes d'épargne et de prêts basés dans des villages et leur a donné de la formation sur la création d'activités rémunératrices dans leur village. Les épargnes ont servi à acheter des semences, des engrais et d'autres intrants agricoles pour les petites entreprises. Environ 500 de ces groupes d'épargne et de prêts ont pu nouer des liens avec des institutions financières et gouvernementales de crédit.

Depuis 2012, l'Entraide universitaire mondiale du Canada a aidé 5 000 petits et moyens producteurs des Caraïbes à accéder à des marchés à forte valeur ajoutée pour y vendre leurs produits.

En 2015-2016, avec l'aide de la SOCODEVI, des producteurs ruraux, la plupart venant de la Bolivie, ont produit et vendu plus de 520 tonnes métriques d'origan (pour une valeur de 1 260 000 dollars américains). Cela s'est traduit par une augmentation de 323 dollars américains du revenu familial net.

Le projet Partenaires municipaux pour le développement économique, mis à exécution par la Fédération canadienne des municipalités, a fourni de l'assistance technique à des municipalités et à des associations gouvernementales locales dans sept pays, y compris la Bolivie, le Burkina Faso, le Mali, le Nicaragua et le Vietnam. De 2011 à 2016, avec l'aide de spécialistes municipaux canadiens bénévoles, 45 gouvernements locaux ont élaboré des stratégies de développement économique local (DEL), 29 autres gouvernements locaux ont piloté de nouveaux services de DEL et

plus de 700 fonctionnaires de ces gouvernements locaux ont acquis des compétences en DEL. La formation sur le DEL a aidé des groupes marginalisés, notamment des femmes et des jeunes, à participer à l'administration des terres, à l'industrie touristique et à l'agriculture.

INVESTIR DANS LE CAPITAL HUMAIN

Les personnes sont au cœur de la croissance économique durable et leurs idées sont le moteur de l'économie. Les gouvernements apportent leur aide en investissant dans les gens, par le biais de la formation et de l'éducation, pour créer les conditions qui leur permettront d'accéder à de meilleurs emplois.

Grâce à cette stratégie, le Canada a soutenu l'entrepreneuriat et la formation professionnelle destinée aux jeunes, en particulier les jeunes femmes, afin de les aider à se trouver de meilleurs emplois. Par exemple, en 2015-2016, la portée des programmes d'autonomisation économique existants en Afrique a été élargie pour inclure l'entrepreneuriat, les technologies de l'information et des communications, les modes novateurs de résolution de problèmes ainsi que l'autonomisation et le développement des compétences en leadership. C'est ainsi qu'environ 200 000 jeunes ont acquis des compétences en entrepreneuriat et qu'ils sont maintenant mieux à même d'utiliser la technologie pour accroître leur revenu et améliorer leurs perspectives d'emploi.



Pays : Mali © Affaires mondiales Canada/Samuel Gervais

POMMES DE TERRE NUTRITIVES : UN NOUVEAU DÉBOUCHÉ POUR LES AGRICULTEURS DE SAINTE-LUCIE

Depuis 2000, le secteur de l'agriculture de Sainte-Lucie est en déclin et représente désormais moins de 4 p. 100 du PIB du pays. La demande locale de produits frais est cependant à la hausse, en partie pour fournir l'industrie du tourisme en plein essor. Le secteur agricole et le gouvernement de Sainte-Lucie cherchaient activement des moyens de diversifier et de promouvoir la production alimentaire intérieure, lorsque le projet de Promotion de la production agricole régionale par la création d'entreprises et de réseaux (PROPEL), mis en œuvre par le Canada en association avec la société Consolidated Foods Limited, a offert une solution.

Les responsables du projet ont évalué trois variétés de pommes de terre afin de déterminer leur possibilité de commercialisation à Sainte-Lucie. Le projet PROPEL a fourni les semences et les variétés pendant que Consolidated Foods Limited et un agronome de PROPEL repéraient des endroits convenables et des producteurs pour effectuer les essais dans le cadre du projet. C'est l'exploitation agricole de M. Raphaël « Liberté » Gaston, sise à 1,900 pieds au-dessus du niveau de la mer et bénéficiant des températures fraîches nocturnes nécessaires à la tubérisation (croissance du tubercule) optimale des pommes de terre, qui a été retenue. Pendant toute la durée du cycle de culture, le projet PROPEL a fourni des conseils techniques sur l'aménagement de terrain, la plantation, la protection phytosanitaire et l'utilisation d'engrais. Comme M. Gaston l'a fait remarquer : « C'est la première fois que je cultive des pommes de terre. Je suis très satisfait de l'expérience et de l'aide fournie par les responsables du projet PROPEL. Je compte planter davantage de pommes de terre à l'avenir et accroître la superficie en acres. »

De nombreux travailleurs n'ont pas les compétences nécessaires pour trouver des emplois gratifiants dans un secteur de l'économie formelle ou se risquer dans l'entrepreneuriat. Depuis 2011, le projet de littératie financière et de développement des affaires pour les femmes, mis à exécution par la Kashf Foundation au Pakistan, a permis de faire de la sensibilisation financière et d'enseigner des compétences financières de base au profit de plus de 900 000 femmes. Grâce à ces efforts, 94 p. 100 d'entre elles se disent mieux à même d'épargner et 59 p. 100, davantage capables de travailler à l'extérieur du foyer. À ce jour, 19 657 femmes ont suivi avec succès le programme du centre d'incubation d'entreprises du projet. De même, 14 p. 100 des femmes entrepreneures participantes ont accru les activités de leur microentreprise, qui est ainsi devenue une petite entreprise.

En 2015-2016, l'Association des coopératives du Canada a aidé des petits exploitants agricoles, femmes et hommes, de 15 coopératives rwandaises à augmenter le rendement de leurs cultures. En introduisant

de nouvelles variétés de semences et en donnant de la formation sur les techniques de production durable, la production globale de maïs a augmenté de 1,3 tonne métrique (ou 46 p. 100). Leur production globale de riz a aussi augmenté de 1,4 tonne métrique (25 p. 100).

En 2015, le Canada a lancé au Mali un projet de renforcement de la formation professionnelle pour améliorer l'employabilité des jeunes Maliens vulnérables par l'accès à un enseignement professionnel et technique.

Avec le soutien du Canada, le Centre de formation professionnelle d'Haïti a pu professionnaliser ses méthodes d'administration et d'enseignement. Il est également mieux à même d'orienter ses étudiants vers des métiers spécialisés. En 2015, les programmes de formation du Centre ont accueilli 503 élèves de première année. Selon une enquête menée en 2015-2016, 35 p. 100 des diplômés ont rapidement trouvé un emploi dans leur domaine de formation, malgré les difficultés économiques actuelles en Haïti.

De manière générale, à l'échelle de l'Amérique latine et des Caraïbes, les microentrepreneurs emploient une ou deux personnes seulement. Ces toutes petites entreprises représentent l'espoir et l'ambition des plus pauvres de la région. En février 2016, avec le soutien du CRDI du Canada, l'Universidad de los Andes de Colombie a lancé l'observatoire SCALA, une plateforme de partage des recherches et de l'information visant à promouvoir de nouveaux modèles d'affaires avec des réseaux de distribution qui incluent ces microentreprises. Ces modèles commercialisent des produits et des services qui ont une valeur sociale et offrent des possibilités d'affaires aux femmes et aux autres groupes à faible revenu. Grâce à l'observatoire SCALA, et en partenariat avec des corporations et des entreprises sociales, le CRDI, la Citi Foundation et la Banque interaméricaine de développement collaborent maintenant à la création de nouvelles perspectives commerciales au profit de 10 000 femmes vulnérables.

Aux Philippines, les programmes canadiens ont aidé 7 110 microentrepreneurs, travailleurs peu qualifiés du secteur touristique et petits exploitants agricoles (34 p. 100 de femmes) à bénéficier d'un meilleur accès à des possibilités d'emploi. Il a aussi aidé les microentreprises à accéder aux marchés par l'acquisition de compétences, l'amélioration des pratiques agricoles, ainsi que l'accès aux technologies. Au total, 127 prêts (770 000 dollars américains) ont été accordés à de petits exploitants agricoles, alors que 52 microprêts (278 857 dollars américains), ont été versés à des femmes. Sur 1 413 jeunes finissants (dont la moitié étaient des femmes), 57 p. 100 avaient trouvé un emploi rémunéré à la fin de 2015. Le Programme de soutien à la gouvernance locale pour le développement de l'économie locale, en activité de 2008 à 2016, aura aussi contribué à la création de plus de 22 000 emplois dans l'industrie touristique.

ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



La faim et la malnutrition dans le monde continuent de menacer la qualité de vie et les moyens de subsistance de millions de personnes vivant dans des pays en développement. On estime que l'insécurité alimentaire touche 795 millions de personnes et que près de 2 milliards souffrent de malnutrition. Par conséquent, l'insécurité alimentaire est un obstacle de taille à la croissance et au respect des droits de millions de personnes, en particulier les femmes. Les défis que pose l'augmentation de la production alimentaire pour répondre aux besoins d'une population mondiale à la hausse sont amplifiés par la dévastation des terres, la concurrence accrue pour l'eau et le changement des conditions climatiques.

Le phénomène météorologique El Niño qui a eu lieu en 2015 a été l'un des épisodes météorologiques les plus puissants des 100 dernières années, et ses répercussions sur la faim dans le monde ont été importantes et étendues.

On estime que les sécheresses, les inondations ainsi que la chaleur et le froid extrêmes causés uniquement par ce phénomène ont eu des conséquences néfastes pour les systèmes agricoles et la sécurité alimentaire de 60 millions de personnes dans le monde. Face à la situation, le Canada a participé aux efforts internationaux déployés pour renforcer la résilience des collectivités rurales et atténuer les effets néfastes d'El Niño. Il a aussi tenu compte des considérations liées aux changements climatiques dans ses programmes agricoles et de sécurité alimentaire.

En 2015-2016, le Canada a aidé des femmes à accroître l'adoption de pratiques agricoles durables, à améliorer l'efficacité des chaînes de valeur agroalimentaires et à augmenter la consommation d'aliments nutritifs chez les populations dénutries et souffrant d'insécurité alimentaire. Le soutien aux petits exploitants agricoles, au secteur de l'agroalimentaire et aux autorités gouvernementales a contribué à réduire la faim et la dénutrition, à augmenter la productivité agricole et à favoriser une meilleure croissance agricole dans les régions rurales des pays en développement.



Pays : Rwanda © Affaires mondiales Canada/Steve Simon

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE, NUTRITION ET INNOVATION À LA FERME

Le Canada a aidé de petits exploitants agricoles à adopter des pratiques agricoles durables, y compris des mesures de conservation de l'eau et des terres, ainsi que des approches agricoles intelligentes face au climat. Le Canada a appuyé un large éventail d'activités d'innovation agricole avec de petits exploitants par un soutien à la recherche et à l'innovation dans les projets de développement.

Un projet réalisé de concert avec le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles a aidé 30 700 petits exploitants agricoles de 22 pays d'Afrique occidentale et équatoriale à adopter des technologies agricoles novatrices qui permettent d'augmenter la productivité et la résilience climatique. Parmi celles-ci, soulignons l'insémination artificielle du bétail, de meilleures techniques d'élevage piscicole, la mise au point de cinq variétés de tomates et de pommes de terre résistantes aux maladies, de quatre variétés d'arachides résistantes à l'aflatoxine et l'invention d'une chambre de refroidissement zéro énergie pour entreposer les légumes.

Le soutien du Canada au Fonds international de développement agricole, au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et au Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) a aidé des millions de petits exploitants agricoles des pays les plus pauvres du monde à obtenir des intrants agricoles. Par exemple, il pouvait s'agir de semences adaptées à la réalité locale ou d'une formation technique visant à augmenter la productivité et l'accès aux marchés. La contribution financière du Canada au volet « secteur public et privé » du GAFSP a aidé à l'élaboration et à l'exécution de plans d'investissement

agricole gouvernementaux et de projets dans le secteur de l'agroentreprise dans 39 pays. Un projet du GAFSP réalisé en collaboration avec le gouvernement rwandais a aidé à accroître la productivité agricole et l'accès aux marchés au profit de 209 251 personnes. Les responsables du projet ont introduit de nouvelles variétés à haut rendement et à teneur nutritive élevée de maïs, de haricot et de pomme de terre, dont le rendement a été supérieur à la moyenne nationale. Dans le cadre d'un autre projet du volet « secteur privé » du GAFSP, on a utilisé le financement mixte pour attirer des investisseurs privés afin de remédier à la malnutrition chronique.

En 2015-2016, le soutien du Canada à l'Initiative sur le blé du GCRAI a mis à contribution les connaissances scientifiques de pointe et la recherche sur le terrain pour accroître la production de blé au profit de 2,5 milliards de consommateurs pauvres en ressources, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie méridionale, où les gens sont tributaires du blé comme aliment de base. Selon une étude d'impact, la superficie totale des terres de la région ensemencées en variétés modernes (plus de 100 millions d'hectares) entraîne des retombées économiques de 1 milliard de dollars américains par année pour les agriculteurs.

Le soutien à l'Association des coopératives du Canada a permis d'améliorer les moyens de subsistance agricoles de plus de 2,6 millions de femmes et de 800 000 d'hommes. Il a aussi aidé 13 000 jeunes femmes et 15 000 jeunes hommes à accéder à du financement et aux marchés. En Tanzanie, les femmes font état d'une augmentation de leurs revenus grâce aux compétences en entrepreneuriat qu'elles ont acquises et aux nouvelles activités agricoles dans les domaines de la volaille, de la



production laitière et du bétail. Il est donc plus facile pour ces femmes de payer les études de leurs enfants, de diversifier leur alimentation et d'obtenir des soins de santé et des services médicaux.

Dans les Caraïbes, le projet de promotion de la production agricole régionale par la création d'entreprises et de réseaux (PROPEL) a aidé 1 334 producteurs agricoles à adopter des pratiques agricoles durables et à accéder plus facilement à des marchés à forte valeur ajoutée pour la pomme de terre, la patate douce, le gingembre, l'igname et la banane plantain. Grâce à ce projet, 52 acheteurs de marchés à forte valeur ajoutée achètent ces produits.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE, NUTRITION ET INNOVATION DANS LES CHAÎNES DE VALEUR AGROALIMENTAIRES

Les partenariats du Canada avec le secteur privé ont aidé à améliorer les chaînes de valeur agroalimentaires et à renforcer les liens avec les marchés au profit des petits exploitants agricoles. En 2015-2016, le Canada a aidé des partenaires mondiaux, comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le GAFSP, à renforcer les liens entre les petits exploitants agricoles et les chaînes de valeur agroalimentaires mondiales. Grâce au soutien du Canada, le FIDA a aidé plus de 114 millions de personnes (dont 49 p. 100 de femmes) dans des régions rurales. Cet organisme a donné de la formation sur les pratiques et les techniques de production agricole améliorées à 2,47 millions de personnes dans le but d'améliorer leur productivité agricole. Le travail du FIDA sur le financement rural inclusif a permis à plus de 25 millions de personnes d'accéder à des services financiers en région rurale. De plus, le volet secteur privé du GAFSP a permis à de petites et moyennes entreprises agricoles ainsi qu'à des agriculteurs de bénéficier de services de conseil et d'investissement afin de participer aux chaînes de valeur. Au Sri Lanka, le soutien du Canada au PNUD a permis à neuf associations de producteurs d'obtenir un soutien au développement des entreprises pour leurs 8 350 membres.

Le soutien du Canada au Partenariat mondial pour la sécurité alimentaire de la Banque mondiale renforce la capacité à assurer la salubrité des aliments, y compris les aspects techniques, scientifiques et réglementaires liés à la surveillance gouvernementale, dans les pays en développement. Le soutien de Santé Canada au Partenariat mondial pour la sécurité alimentaire a également permis d'améliorer les chaînes de valeur et les systèmes de gestion de l'industrie alimentaire afin de garantir la production d'aliments salubres dans les pays en développement.

Santé Canada a contribué au Fonds fiduciaire du Codex de l'Organisation mondiale de la santé, dans le cadre du Programme fédéral d'aide financière de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Le Codex

aide à établir les normes internationales de salubrité des aliments et permet aux pays bénéficiaires de participer à des séances des organes et des commissions de normalisation. Le soutien de Santé Canada a contribué à accroître la participation et la contribution de pays pouvant bénéficier du Fonds fiduciaire du Codex à différentes rencontres sur le Codex.

Au Maroc, l'Institut international du Canada pour le grain a fourni un certain nombre de services, y compris :

- des séances de formation technique pour les jeunes;
- le renforcement des capacités des autorités gouvernementales en ce qui concerne la mouture de blé dur et des légumineuses;
- des tests de contrôle de la qualité;
- l'élaboration de protocoles sur la salubrité des aliments;
- l'amélioration du marketing pour accroître la rentabilité de l'industrie meunière et créer de nouvelles possibilités économiques pour ce secteur en Afrique du Nord.

Depuis 2011, au Vietnam, grâce au partenariat entre le Canada et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural dans la province de Ha Tinh, plus de 10 000 agriculteurs ont pu accéder à des services de soutien agricole ou appliquer de nouvelles technologies agricoles, ce qui a permis d'accroître la productivité et la compétitivité de produits agricoles clés. En outre, plus de 8 000 ménages ruraux ont bénéficié d'une nouvelle infrastructure à petite échelle. Sur les quelque 5 600 agriculteurs participants, 95 p. 100 ont dit avoir amélioré leur connaissance des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ACTIVITÉS DE NUTRITION VISANT LES MÉNAGES ET LES CONSOMMATEURS

En 2015-2016, le soutien du Canada a aidé à accroître la consommation d'aliments nutritifs chez les enfants, les femmes et les ménages pauvres, notamment grâce à une agriculture qui tient compte des enjeux nutritionnels, à une sensibilisation à la nutrition, à un apport en micronutriments et à des programmes de repas en milieu scolaire. Les programmes de distribution de repas en milieu scolaire du Programme alimentaire mondial des Nations Unies fournit un filet de sécurité aux enfants vulnérables, qui vivent souvent dans les régions les plus difficiles d'accès. En 2015, le Canada a aidé ces programmes à fournir des services à 16 millions d'enfants dans 64 pays. Cette aide permet aux ménages d'épargner et d'assurer la disponibilité des aliments. Elle permet aussi aux enfants de rester à l'école et de bénéficier d'une bonne nutrition, pour devenir des adultes en santé et productifs.

L'année 2016 a été déclarée Année internationale des légumineuses. Ces cultures résistantes au climat qui comprennent les haricots, les pois

chiches, les lentilles et les pois, sont de plus en plus reconnues à l'échelle mondiale pour leur valeur nutritive et leurs propriétés contribuant à l'accroissement de la fertilité du sol. Les recherches en cours, appuyées par le fonds Cultiver l'avenir de l'Afrique, qui est un partenariat pluriannuel entre le CRDI du Canada et le Centre australien sur la sécurité alimentaire internationale, visent à rendre les légumineuses plus accessibles. Des chercheurs du Kenya et de l'Ouganda ont joint leurs forces à celles du secteur privé et du Centre de développement des produits alimentaires du Canada pour mettre au point des produits à base de haricots précuits et recherchés. Parmi les 47 variétés de haricots mises à l'essai en 2015, 12 ont été choisies pour leur valeur nutritionnelle et leurs propriétés de précuisson. Quelque 24 000 agriculteurs, dont plus de la moitié sont des femmes, cultivent aujourd'hui ces variétés. Aussi, deux types de produits, c'est-à-dire les haricots précuits et les grignotines, ont été mis au point et à l'essai auprès des consommateurs dans de grands supermarchés au Kenya et en Ouganda. Les nouveaux produits, pratiques et abordables, améliorent la nutrition et permettent à des millions de ménages de réduire le temps qu'ils consacrent à la cuisine et la quantité de combustible qu'ils utilisent.

Le soutien du Canada au Programme alimentaire mondial des Nations Unies a permis de fournir une aide alimentaire à plus de 408 000 Palestiniens touchés par l'insécurité alimentaire. Plus de 233 000 d'entre eux ont reçu des aliments en nature, comme de la farine enrichie, de l'huile végétale, des pois chiches, des lentilles et du sel iodé, et plus de 175 000 ont reçu des coupons électroniques ayant une valeur en

PROMOTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Depuis 2010, le projet PROSADE de CARE Canada pour la promotion de la sécurité alimentaire dans les bassins versants du Choluteca et de Rio Negro au Honduras a aidé plus de 28 000 Honduriens vivant dans des municipalités du « corridor sec » à accroître de 37 p. 100 le revenu moyen de leur ménage. Le projet a également permis d'améliorer l'accès à des aliments nutritifs. Il a permis en outre de mettre au point des sacs en géotextile afin de récupérer l'eau de pluie pour usage domestique. De cette façon, les familles ont pu continuer à utiliser de l'eau pour leur consommation personnelle et pour l'agriculture pendant la saison sèche. Plus de 10 000 personnes démunies ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau grâce aux systèmes de collecte de l'eau de pluie dans 18 collectivités. En fournissant de l'eau potable et en sensibilisant les Honduriens aux mesures d'hygiène, le projet PROSADE a contribué directement à réduire de 10 p. 100 les maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de cinq ans. Comme le mentionne Lexi Rodriguez, une des participantes : « Auparavant, nous devions marcher un kilomètre pour laver nos vêtements, surtout pendant la saison sèche où les sources sont tarées. Aujourd'hui, nous avons de l'eau dans notre maison, et cet avantage est extraordinaire. » Plus de 2,5 millions de litres d'eau de pluie ont été collectés en 2015.

espèces. Les coupons permettent aux ménages d'acheter des aliments produits localement, comme des produits laitiers, des œufs, des céréales et de l'huile d'olive. Ils permettent aussi aux ménages de faire des choix en matière d'alimentation, en plus de soutenir l'économie locale. Lorsque c'est possible, les coupons et les cartes d'admissibilité à la nourriture sont délivrés au nom des femmes et les magasins ou centres de distribution alimentaire qui les délivrent sont sélectionnés pour leur facilité d'accès pour les femmes.

En partenariat avec l'organisme Helen Keller International et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, le Canada a

aidé à augmenter la consommation d'aliments nutritifs chez les enfants, les femmes et les ménages pauvres au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Tanzanie. Grâce à cette initiative, 13 000 personnes (11 500 femmes et 1 500 hommes) ont reçu de la formation en production agricole à domicile ainsi que les intrants nécessaires à la production de leurs propres aliments nutritifs. Ces personnes ont aussi obtenu des conseils sur les pratiques de base en santé et en nutrition ainsi que les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement. Entre 2012 et 2015, la consommation d'aliments nutritifs s'est ainsi accrue de plus de 40 p. 100 chez les femmes et de plus de 50 p. 100 chez leurs enfants.

ASSURER L'AVENIR DES ENFANTS ET DES JEUNES



Depuis longtemps, le Canada fait la promotion des droits de l'enfant et adopte une approche globale pour créer de meilleures perspectives d'avenir pour les enfants et les jeunes dans les pays en développement. Dans le cadre de sa Stratégie sur les enfants et les jeunes, Affaires mondiales Canada aide des enfants et des jeunes à devenir des membres de la société qui soient sains, instruits et productifs. En s'attachant à améliorer la santé et le respect des droits des femmes et des enfants, l'éducation ainsi que la protection de l'enfance, il aide les enfants à survivre et à s'épanouir jusqu'à l'adolescence et au début de l'âge adulte. Cela comprend l'accès à des services de protection et de garde, et la possibilité d'acquérir de nouvelles connaissances, de travailler et de participer aux décisions. Malgré des progrès importants, des millions d'enfants et de jeunes continuent de se heurter à des obstacles qui les empêchent de réaliser leur plein potentiel et de passer à l'âge adulte en toute sécurité. Cela est particulièrement vrai dans le cas des adolescentes et des filles, confrontées à des difficultés particulières qui nuisent à la pleine réalisation de leurs droits.

Le Canada soutient les enfants et les jeunes, à la fois en tant que bénéficiaires et agents du changement. Ses efforts se fondent sur les engagements internationaux en matière de droits de la personne, y compris le Programme 2030 qui plaide en faveur d'un « monde qui investit dans ses enfants et où chacun d'eux grandit à l'abri de la violence et de l'exploitation ». Ce programme fait explicitement référence aux droits et au développement des enfants et des jeunes (filles et garçons) dans six des 17 objectifs liés à la lutte contre la faim et à la promotion de la nutrition, à la santé, à l'éducation, à l'égalité entre les sexes, au travail décent et à la croissance économique, à la lutte contre les changements climatiques et à la promotion de milieux sains. Il en va de même dans les cibles de lutte contre la violence, l'exploitation et les pratiques néfastes, y compris les mariages précoces et forcés.

AMÉLIORER LA SANTÉ ET RENFORCER LES DROITS DES FEMMES ET DES ENFANTS

La communauté internationale a réalisé des progrès importants vers l'amélioration de la santé des femmes et des enfants dans le monde. Malgré cela, près de 830 femmes décèdent chaque jour de maladies évitables associées à la grossesse et à l'accouchement. En outre, 16 000 enfants de moins de cinq ans décèdent chaque jour, dont la moitié de maladies qui pourraient être évitées ou traitées s'ils avaient accès à des interventions simples et abordables.

Afin de résoudre ce problème mondial, le Canada s'est engagé à verser 3,5 milliards de dollars au cours de la période de 2015 à 2020 afin d'améliorer la santé et de renforcer les droits des femmes et des enfants. Ainsi, le Canada reconnaît désormais l'éventail complet des besoins des femmes en matière de santé, dont les services de santé sexuelle et reproductive. Par son soutien à la Stratégie mondiale renouvelée pour la santé des femmes, des adolescents et des enfants, le Canada a joué un rôle d'impulsion dans les efforts internationaux. En 2016, la ministre du Développement international et de la Francophonie du Canada a été nommée membre du Groupe consultatif de haut niveau sur le mouvement « Chaque femme, chaque enfant » par le secrétaire général des Nations Unies. Le Canada est un chef de file dans la mobilisation des efforts pour améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents et dans la



Pays : Tanzanie © Affaires mondiales Canada/Joselyn Macdonald

mise en œuvre intégrale du Programme 2030. À titre de donateur fondateur du Mécanisme de financement mondial et de président de son organisme directeur, le Canada dirige aussi les efforts internationaux visant à coordonner le financement en faveur de la santé et des droits des femmes et des enfants.

AMÉLIORER L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE BASE DE QUALITÉ

L'éducation est un droit de la personne fondamental. Les investissements en éducation permettent de réaliser des progrès dans d'autres domaines du développement durable, y compris : la gouvernance; une croissance économique propre; la santé; et les droits des enfants et des jeunes, en particulier ceux des filles et des jeunes femmes.

En 2015, le Canada a salué l'inclusion dans le Programme 2030 d'un objectif ayant trait spécifiquement à l'éducation. C'est ainsi que la priorité internationale consiste désormais à assurer, outre l'accès à l'éducation, une éducation de qualité et des acquis utiles.

Le Canada apporte son soutien au Partenariat mondial pour l'éducation, qui aide plus de 60 pays en développement à fournir une éducation de base de qualité. Depuis 2002, le Partenariat mondial pour l'éducation a :

- aidé les pays partenaires à placer 61 millions d'enfants de plus à l'école primaire;
- contribué à hausser le taux d'achèvement des études primaires des filles, lequel est passé de 56 p. 100 à 69 p. 100 dans les pays participants;
- aidé 31 pays partenaires à atteindre (ou à être sur le point d'atteindre) la parité entre les sexes à l'école primaire.

ENSEMBLE POUR LES FILLES

Le Canada verse 5 millions de dollars à l'UNICEF et à l'initiative Ensemble pour les filles, un partenariat public privé mondial qui aide les pays à prévenir la violence faite aux enfants et à y remédier.

Au Cambodge, le partenariat Ensemble pour les filles a financé une étude sur le fardeau économique découlant des conséquences sanitaires de la violence contre les enfants. Cette étude a permis de recueillir des données clés sur la prévalence, les conséquences et l'impact de la violence à l'égard des enfants. C'est ainsi que le Comité directeur national sur la violence faite aux enfants du Cambodge élabore actuellement un plan d'action chiffré visant à prévenir et à contrer la violence à l'égard des filles et des garçons. Le gouvernement, la société civile, des donateurs et d'autres parties prenantes ont aussi accru leur soutien aux efforts pour remédier à la violence à l'égard des enfants.

Le soutien du Canada au partenariat a aussi aidé à mettre sur pied des systèmes de soins de santé et d'éducation adaptés aux enfants au Cambodge. Par exemple, avec le ministère cambodgien de la Santé, le Canada aide 25 cliniques de santé à utiliser un guide clinique sur la protection des enfants, afin de dépister, de traiter et de signaler la violence et les abus sexuels à l'égard des enfants, et d'aiguiller les victimes. Avec le soutien du Canada, 100 écoles primaires améliorent également la formation sur les techniques de gestion scolaire et la discipline positive à l'intention des enseignants et des administrateurs.

Au Kenya, dans le cadre d'un partenariat avec l'Université York, le Canada investit 4,5 millions de dollars afin d'améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les filles et les garçons vulnérables vivant dans le camp de réfugiés de Dabaab et la région avoisinante. À ce jour, 328 personnes ont reçu une formation pour enseigner au primaire et au secondaire. Elles



sont diplômées de deux universités partenaires et elles pourront éventuellement obtenir des postes d'enseignant à l'extérieur des camps.

En Jordanie, l'aide canadienne a permis d'améliorer la prise de décisions et la planification des ressources en offrant de la formation aux enseignants, aux directeurs d'école, aux superviseurs et aux comités de gestion scolaires des 3 567 écoles publiques fréquentées par des enfants réfugiés jordaniens et syriens.

Au Mali, la contribution de 20 millions de dollars au profit de Plan international Canada aide à accroître l'accès à des écoles primaires et à des centres de la petite enfance sûrs et sécuritaires. Le projet a contribué à une augmentation du taux brut national de scolarisation au primaire (83,1 p. 100 en 2015, contre 57,6 p. 100 en 2014). En outre, plus de 27 000 enfants, dont environ la moitié sont des filles, bénéficient quotidiennement de repas nutritifs.

En 2015-2016, le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada a versé 350 000 \$ à l'Organisation internationale du travail pour un projet pilote en Jordanie. Son objectif consiste à réduire le nombre d'enfants sur le marché du travail et à augmenter le nombre d'élèves qui finissent leurs études parmi les réfugiés syriens et au sein des communautés d'accueil.

ASSURER LA SÉCURITÉ DES ENFANTS ET DES JEUNES

Le Canada s'emploie à renforcer les systèmes nationaux pour protéger les enfants et les jeunes, particulièrement les filles, contre la violence et les pratiques préjudiciables sous toutes leurs formes. Cela implique de réduire la traite des êtres humains (enfants) et de lutter contre la violence sexiste et l'exploitation sexuelle, de promouvoir des écoles sûres et sécuritaires, d'aider les jeunes à risque et de prévenir les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés.

WINS POUR LES FILLES – EAU, ASSAINISSEMENT ET GESTION DE L'HYGIÈNE À L'ÉCOLE POUR LES FILLES

Avec sa contribution de 7,5 millions de dollars, le Canada est le principal donateur du programme multipays WinS pour les filles – Eau, assainissement et hygiène à l'école pour les filles. Ce partenariat, dirigé par l'UNICEF et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, vise à accroître le nombre de filles qui terminent l'école primaire et qui s'inscrivent à l'école secondaire, en aidant à répondre aux besoins en matière d'hygiène menstruelle. Les installations inadéquates dans les écoles et le manque d'accès aux produits d'hygiène féminine obligent des millions de filles partout dans le monde à s'absenter de l'école pendant les menstruations. Le projet est mis en œuvre dans 14 pays et le Canada en assure le financement dans 10 pays : le Kirghizistan, la Mongolie, l'Afghanistan, la Zambie, le Ghana, le Niger, le Nigéria, le Burkina Faso, l'Érythrée et la Bolivie.

Grâce au soutien du gouvernement du Canada, les ministères de l'Éducation des pays participants ont mis sur pied des groupes de travail sur la gestion de l'hygiène menstruelle. En outre, un programme d'apprentissage accessible sur le Web a permis de renforcer la capacité des membres du réseau WinS pour les filles en matière de recherche et d'action sur la gestion de l'hygiène menstruelle. Une trousse de base sur les interventions associées à l'eau, à l'assainissement et à la gestion de l'hygiène menstruelle est en cours d'élaboration et sera lancée dans 100 écoles, réparties dans les 14 pays, d'ici la fin du projet. Ces activités aideront à réduire l'un des plus importants obstacles qui empêchent les adolescentes des pays en développement de terminer leurs études.



Pays : Bolivie © Affaires mondiales Canada/Antonio Suárez Weise

L'une des priorités d'Affaires mondiales Canada est de mettre fin à la violence et aux pratiques préjudiciables aux enfants. La protection des enfants fait partie des objectifs du Programme 2030. Le but consiste à supprimer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale. Le Programme 2030 appelle à une action immédiate afin d'éliminer les pires formes de travail des enfants et de mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes. En outre, il incite à l'action pour mettre fin à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite des personnes, ainsi qu'à toutes les formes de violence, y compris la torture, dont les enfants sont victimes.

Dans le monde entier, l'expertise des organisations canadiennes aide à obtenir des résultats au profit des enfants et des jeunes. La contribution de 9 millions de dollars du Canada à Equitas — le Centre international d'éducation aux droits de la personne — a permis à près de 1 000 enfants de renforcer leurs compétences en leadership. L'objectif consiste à bâtir des collectivités plus sûres et équitables, où l'on fait preuve d'un plus grand respect pour les droits de la personne et la démocratie, en Tanzanie, au Sénégal, en Haïti et en Colombie. Leur participation a aidé à combattre la discrimination et la violence envers les femmes et les filles. Elle leur a également permis de devenir des agents du changement face aux problématiques qui touchent les enfants et les jeunes.

Le soutien du Canada à l'organisation Aide à l'enfance en Irak a aidé à protéger les enfants contre la violence et l'exploitation par la création de quatre espaces protégés qui ont accueilli 2 381 enfants, la réhabilitation de six écoles fréquentées par 550 enfants et le soutien à la gestion de cas pour 181 enfants ayant besoin de services de protection de l'enfance.

Il est essentiel d'investir dans la Stratégie sur les enfants et les jeunes pour mettre fin aux mariages précoces et forcés. La contribution canadienne de 3 millions de dollars à Plan International Canada aide à combattre ces pratiques au Bangladesh au moyen de la formation sur la prévention à l'intention des enseignants et des membres des comités de gestion scolaire. À cela s'ajoute la création d'espaces sûrs où des pairs et des mentors apportent un soutien, en plus de diffuser de l'information sur les aptitudes à la vie quotidienne, sur la santé sexuelle et reproductive ainsi que sur les enjeux liés aux mariages précoces et forcés.

Le Canada a également mené des campagnes de sensibilisation à forte incidence sur son territoire et à l'étranger pour accroître le soutien à la lutte contre ces pratiques dans les pays où elles sont répandues. C'est ainsi qu'en mars 2016, il a organisé avec le Bangladesh une activité en marge de la session de la Commission de la condition de la femme. Il a aussi présenté à plusieurs reprises l'exposition « Paroles de filles : Ensemble contre le mariage d'enfants », notamment au Sommet de l'Union africaine, à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 2015 et au Sommet des filles africaines.

PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE



Le développement de sociétés libres, bien gouvernées et pluralistes fondées sur les droits de la personne et la primauté du droit est impossible sans la pleine participation des hommes et des femmes aux processus décisionnels et aux institutions qui ont un effet sur leur existence. En 2015-2016, le Canada a aidé à promouvoir la démocratie par son soutien à :

- des sociétés civiles solides et dynamiques, des médias indépendants et un Internet libre;
- des processus électoraux libres et des institutions électorales équitables;
- des corps législatifs efficaces et des systèmes de partis politiques bien développés;
- la participation politique des femmes;
- la promotion et la protection continues des droits de la personne et de la primauté du droit.

Cette action ciblée évolue également, de manière à englober une gouvernance inclusive et responsable, le pluralisme pacifique et le respect de la diversité, y compris les droits des femmes et des réfugiés. L'adoption du Programme 2030 a permis de dégager un consensus mondial sur le caractère essentiel de ces principes pour des démocraties durables.

SOCIÉTÉ CIVILE, INDÉPENDANCE DES MÉDIAS ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

Grâce à une société civile saine et dynamique, les femmes et les hommes sont mieux à même de demander des comptes à leurs gouvernements et de défendre leurs intérêts sur des questions qui les touchent. Les organisations de la société civile jouent un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté et le développement durable. Le Canada apporte son soutien à la création de milieux sûrs et propices pour la société civile dans les pays en développement. De même, il respecte leurs droits à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

En juin 2015, dans le cadre du Programme d'assistance dans les régions frontalières de la Birmanie, l'organisme canadien Inter Pares, qui travaille en faveur de la justice sociale, a mené à bien un projet de cinq ans financé par le Canada. Grâce à ce projet, plus de 60 organisations de la

société civile sont mieux à même d'obtenir et de diffuser de l'information sur les droits de la personne, le développement et la viabilité de l'environnement.

De 2011 à 2015, dans le cadre du Projet de langues nationales mis en œuvre par Agriteam Canada, le Canada a contribué aux efforts de réconciliation à la suite du conflit au Sri Lanka grâce à ses activités de sensibilisation et de soutien en faveur des droits linguistiques, du bilinguisme et de la diversité linguistique. Le Canada a ainsi donné son appui à 13 initiatives dirigées par des organisations de la société civile. Ces initiatives, qui visaient à promouvoir le respect de la diversité linguistique et culturelle, ont permis d'aider plus de 4 362 bénéficiaires.

Le Canada plaide avec force pour la liberté d'expression à l'échelle internationale et il renforce la capacité des médias à exercer leurs

RENFORCEMENT DES BUREAUX NATIONAUX DE STATISTIQUE

Le développement et le renforcement des institutions publiques sont des aspects cruciaux du développement. Il est essentiel de disposer de statistiques de qualité pour prendre des décisions éclairées en vue de répondre aux besoins des plus pauvres et des plus vulnérables. En 2015-2016, Statistique Canada a fourni du soutien aux bureaux nationaux de statistique de plusieurs pays en développement.

Les activités d'ADO de Statistique Canada se fondent sur la demande. En règle générale, elles comprennent des visites d'étude permettant à des délégués de pays en développement de passer du temps dans les bureaux de Statistique Canada, afin de mieux se familiariser avec les méthodes et les pratiques statistiques ou la gouvernance d'une organisation de statistique. En 2015-2016, ces délégués sont venus du Sénégal, de l'Indonésie, de l'Ukraine, du Brésil, de la Turquie et de la Côte d'Ivoire, et des séminaires ont été donnés par téléconférence dans le cas de la Colombie. Grâce à cette formation, ils comprennent mieux différents aspects des statistiques sociales, économiques et méthodologiques, ainsi que de l'architecture opérationnelle et de la conception organisationnelle.

De plus, Statistique Canada a fourni de la formation sur les comptes du Système de comptabilité économique et environnementale au moyen de trois ateliers régionaux. Deux ateliers ont été présentés à Santiago au Chili par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies et un troisième a été donné à Shanghai par la Chine. Statistique Canada participe activement au Groupe interinstitutions et d'experts des Nations Unies sur les objectifs pour le développement durable, ce qui permet au Canada de mettre à profit son expertise statistique essentielle afin d'élaborer des indicateurs mondiaux pour mesurer les progrès des 17 objectifs de développement durable (ODD) du Programme 2030.

PROGRAMME DU TRAVAIL D'EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA (EDSC)

Le Programme du travail d'EDSC négocie et administre les dispositions relatives au travail des accords commerciaux signés par le Canada. Ces accords comprennent des engagements visant à protéger les droits et principes relatifs au travail, reconnus à l'échelle internationale, et à faire appliquer les lois nationales sur le travail. En protégeant les droits fondamentaux des travailleurs et en améliorant les conditions de travail et le niveau de vie dans les pays partenaires, ces accords garantissent une concurrence équitable pour l'industrie canadienne dans le contexte de la mondialisation de l'économie.

EDSC fournit également une aide technique par la voie de projets de renforcement des capacités qui appuient la modernisation des politiques et de l'administration du travail dans les pays en développement. Ces projets favorisent une meilleure application des lois nationales sur le travail et un plus grand respect des droits relatifs au travail reconnus à l'échelle mondiale, ce qui fait partie intégrante des droits de la personne. Ils aident les pays en développement à satisfaire à leurs obligations en vertu des dispositions relatives au travail des accords commerciaux, ce qui contribue à une croissance économique durable et à l'avancement de la démocratie.

Par le biais de son programme d'aide technique, EDSC vise à renforcer les institutions de gouvernance démocratique, à promouvoir la croissance économique dans le respect des droits des travailleurs et à améliorer les conditions de travail dans les pays partenaires.

Les projets suivants ont bénéficié d'un appui en 2015-2016 :

- Le projet de renforcement des capacités en matière de médiation et d'arbitrage dans les conflits de travail en Chine de l'Université de Montréal vise à améliorer le respect des principes internationaux en matière de travail, comme la liberté d'association des travailleurs et la négociation collective, à faire la promotion de la bonne gouvernance par le renforcement des capacités des médiateurs et des arbitres chinois et à renforcer la démocratie en milieu de travail en incitant les partenaires des milieux de travail à recourir à des processus de prévention et de résolution des conflits de travail.
- Le programme Better Work de l'Organisation internationale du travail au Vietnam vise à renforcer le dialogue social dans le secteur du vêtement, tout particulièrement entre le gouvernement, les employeurs et les organisations d'employés, afin d'améliorer la capacité des fabriques de vêtements à se conformer aux principales normes internationales en matière de travail, notamment la liberté d'association et la négociation collective.
- La Fundación para la Paz y la Democracia veille à ce que les vérificateurs honduriens de la santé et de la sécurité au travail se conforment aux pratiques internationales et à ce que les employeurs puissent mieux appliquer les normes en ce domaine.

activités librement, au moyen d'Internet et des supports traditionnels. Il y a deux ans, avec l'aide du Canada, Internews — une ONG internationale qui travaille en faveur de l'indépendance des médias et de l'accès à l'information dans le monde, a lancé une initiative visant à renforcer le journalisme d'enquête en Ukraine. Cette initiative a donné naissance à ce qui est rapidement devenu la principale émission de journalisme d'enquête du pays. S'adressant à l'auditoire de la télévision grand public, de la Web télé, de YouTube et de Facebook, l'émission de télévision *Slidstvo.info* a maintenant un public grandissant, estimé à plus de 9,5 millions de personnes. En 2015-2016, ce projet a permis de produire 149 reportages d'enquête sur des enjeux sociaux importants, qui se sont traduits par une plus grande transparence et responsabilisation du gouvernement. Ces reportages ont donné lieu à la démission de huit hauts responsables après que le public ait été informé des allégations de corruption les concernant.

PROCESSUS ÉLECTORAUX ET SYSTÈMES DE PARTIS POLITIQUES

La tenue d'élections libres et justes est au cœur d'une démocratie représentative. Le Canada appuie les institutions et les processus électoraux, ainsi que l'éducation et l'engagement civiques, tout au long du cycle électoral. Il appuie également les missions d'observation électorale en déployant des observateurs électoraux canadiens, et en aidant des groupes d'observateurs électoraux nationaux de pays partenaires. Ces efforts aident à contrer la fraude électorale en temps réel. Les recommandations issues des missions d'observation électorale facilitent le développement à long terme d'élections libres et justes.

En 2015-2016, le Canada a consacré 5,1 millions de dollars à des missions d'observation électorale multinationales et nationales et il a déployé 302 observateurs canadiens et internationaux lors d'élections en Haïti, au Guatemala, au Guyana, au Kirghizistan, au Sri Lanka, au Suriname et en Ukraine. Dans le cadre de ces efforts, le Canada a collaboré avec différents partenaires, y compris l'Organisation des États



Pays : Kirghizistan © CANADEM

américains, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la force d'intervention civile du Canada, le Forum des fédérations et les missions canadiennes d'observation électorale. Le Canada a contribué à améliorer la participation citoyenne et la surveillance du processus électoral national en Tanzanie en 2015 en facilitant l'utilisation de plateformes de médias sociaux par un consortium d'organisations de la société civile locales.

L'autonomisation des femmes et des filles, par leur participation pleine et entière, y compris à titre de représentantes élues, n'est pas qu'une question de chiffres. Il s'agit aussi de créer des espaces où elles peuvent exprimer leurs besoins et leurs intérêts, en plus d'influer sur les décisions qui les touchent. En mars 2016, le Canada a lancé un projet de 2 millions de dollars afin de soutenir le programme Égalité entre les sexes en politique de l'Union interparlementaire, de 2016 à 2019. Cela permettra de :

- promouvoir des assemblées législatives représentatives et responsables par une participation accrue des femmes;
- renforcer la capacité décisionnelle des femmes dans les assemblées législatives;
- renforcer la capacité des assemblées législatives à mettre en œuvre des réformes qui sont bénéfiques pour les femmes et qui contribuent à leur autonomisation.

La responsabilisation politique implique également la préparation éclairée et transparente des budgets. Le projet canadien de renforcement de la gouvernance démocratique au Myanmar a fait progresser la transition de ce pays vers la démocratie en permettant aux parlementaires et à leur personnel de mieux connaître leurs rôles et leurs responsabilités en ce qui concerne le processus budgétaire annuel du Myanmar.

DROITS DE LA PERSONNE ET PRIMAUTÉ DU DROIT

La promotion et la protection des droits de la personne sont essentielles dans une société démocratique. Les droits de la personne sont universels, indivisibles, interdépendants et interreliés. En 2015-2016, le Canada a fourni un appui au projet « Renforcer l'éducation aux droits humains à l'échelle mondiale » d'Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains. La contribution du Canada a aidé les défenseurs des droits de la personne, notamment des enfants et des jeunes, à devenir des agents de changement. De 2014 à 2016, Equitas a donné de la formation à 310 défenseurs des droits de la personne issus de différents pays, comme Haïti, la Tanzanie, la Colombie et le Sénégal. On leur a enseigné comment diriger des initiatives de défense des droits et de sensibilisation en appliquant les normes internationales et régionales en matière de droits de la personne.

L'état de droit joue également un rôle central dans le développement et la prospérité économique. Un système de justice impartial, accessible,

équitable et indépendant qui protège les droits de l'ensemble des personnes sans discrimination est au cœur d'une démocratie efficace.

Jusqu'à tout récemment, les Ukrainiens devaient payer de leur poche pour obtenir des avis juridiques et être représentés devant les tribunaux, de sorte que beaucoup d'entre eux n'avaient pas les moyens d'accéder à la justice, notamment parmi les groupes marginalisés. Cette situation a miné la confiance des citoyens à l'égard des institutions publiques et du système de justice. En 2015, grâce au soutien du Canada, le système ukrainien d'aide juridique a été élargi avec l'ajout de 100 cliniques d'aide juridique. Celles-ci fourniront des services d'aide juridique gratuits à quelque 8 millions de clients éventuels, ce qui améliorera leur accès à la justice et permettra de mieux protéger leurs droits. En 2015, plus de 60 000 demandes d'aide juridique ont été enregistrées.

Au Panama et au Honduras, le projet Développer les capacités pour le respect du droit du travail d'Emploi et Développement social Canada a aidé les gouvernements, les travailleurs et les employeurs à améliorer les relations et les pratiques de travail au moyen de nouveaux outils et de nouvelles ressources. Les ministères du Travail ont lancé de nouveaux services en ligne pour permettre aux travailleurs et aux employeurs de calculer les prestations, le salaire minimum et les heures supplémentaires, et de demander des inspections. De la formation sur les droits du travail ainsi que des campagnes d'information sur les droits des travailleuses, l'éradication du travail des enfants et le salaire minimum ont contribué à améliorer les conditions générales du marché du travail.

La Commission internationale contre l'impunité au Guatemala est une commission d'enquête indépendante soutenue par les Nations Unies, le Canada et d'autres donateurs. Ces huit dernières années, l'aide de 18 millions de dollars du Canada à la Commission a aidé le gouvernement guatémaltèque à enquêter sur la criminalité organisée et à traduire en justice des organisations criminelles ainsi qu'à réaliser des enquêtes en matière pénale.

Les chercheurs financés par le CRDI au Guatemala et en Colombie jouent un rôle d'impulsion pour que les femmes autochtones et les paysannes aient accès à la justice. Le soutien du CRDI a aidé à recueillir des preuves selon lesquelles les systèmes de justice officiels et communautaires ont omis d'aider les victimes de violence sexuelle pendant et après le conflit armé. Ces efforts ont aussi permis de réunir des femmes issues du peuple Ke'quchi au Guatemala ainsi que des femmes autochtones et des paysannes de la Colombie, pour qu'elles puissent partager leur expérience et discuter de stratégies pour obtenir justice. Le projet a également donné à la génération plus jeune de Colombiennes la possibilité de raconter l'histoire de leur mère sur vidéo, ce qui a contribué à l'émancipation des femmes et suscité des discussions chez les aînés des communautés sur la façon de prévenir la violence sexiste. En 2016, cela a permis de mettre en accusation et de condamner pour crimes contre l'humanité deux anciens hauts dirigeants de l'armée guatémaltèque.



Pays : Égypte © Mostafa Abdel Aty

HARASSMAP

HarassMap est un réseau sans but lucratif bénéficiant de l'appui du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), qui a créé des outils d'externalisation et lancé des campagnes sociales en vue de lutter contre le harcèlement sexuel. Ce réseau a créé des vagues en Égypte depuis sa création en 2010. L'année dernière, l'Université du Caire a été la première université publique du Moyen-Orient à adopter une politique contre le harcèlement sexuel, ce qui a été rendu possible grâce aux travaux de HarassMap. Le réseau a inspiré plusieurs autres campagnes visant à mettre un terme aux sévices et a produit de la recherche de démystification sur les

harceleurs et leurs victimes. En mettant à l'essai des zones sûres libres de harcèlement et en faisant la promotion, le réseau a permis de renverser les normes sociales de sorte que les témoins confrontent les harceleurs et signalent les sévices. Avec le soutien du CRDI, le centre égyptien de recherche sur l'opinion publique apprend de l'expérience de HarassMap et par une externalisation de l'information pour s'attaquer à d'autres problèmes, comme la petite corruption en Égypte. Parallèlement, HarassMap étudie comment son modèle pourrait être utilisé pour lutter contre le harcèlement sexuel dans d'autres pays.

PROMOUVOIR LA STABILITÉ ET LA SÉCURITÉ



Près de la moitié des plus pauvres et des plus vulnérables du monde vivent dans des pays fragiles ou touchés par un conflit. La fragilité et les conflits sont exacerbés par des pressions comme les changements climatiques, la compétition pour les ressources (par exemple, terres et eau) ainsi que la faiblesse ou la corruption des mécanismes de gouvernance. La fragilité des États est aussi exploitée par des terroristes et des criminels dont les activités sont préjudiciables aux lois, aux institutions et aux valeurs par-delà les frontières. Tant les pays à revenu faible que ceux à revenu moyen sont aux prises avec ces problèmes. Le travail du Canada auprès de la communauté internationale, notamment des gouvernements, de la société civile et du secteur privé, peut aider ces pays à trouver des solutions à la fragilité, à l'insécurité et aux conflits.

En 2015-2016, le Canada a fait la promotion de la sécurité et de la stabilité mondiales au moyen d'efforts diplomatiques, du déploiement d'experts et de projets ciblés avec des partenaires comprenant des gouvernements étrangers, des organismes internationaux et la société civile. Ces efforts font partie intégrante des efforts canadiens plus généraux visant à s'attaquer au mécontentement et aux facteurs sous-jacents à l'origine des conflits, qui sont préjudiciables à l'atteinte des objectifs de développement.

Dans le cadre du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État de 2015-2016, le Canada a contribué à façonner les normes mondiales en matière de politique afin d'assurer une utilisation optimale de l'ADO et de favoriser la sécurité et la stabilité des États fragiles en engageant d'autres donateurs, la société civile et le groupe du G7+ des États fragiles. Par la suite, en avril 2016, plus de 40 pays ont signé la Déclaration de Stockholm intitulée *Surmonter la fragilité et consolider la paix dans un monde en mutation*, un énoncé politique pour l'avancée du Programme à l'horizon 2030 dans les États fragiles et touchés par un conflit.

PROTÉGER LES CIVILS

En 2015-2016, le Canada a combiné ses efforts diplomatiques et de programmation dans le cadre de partenariats multilatéraux dans des pays prioritaires pour s'attaquer à des enjeux immédiats de sécurité et de



stabilisation. La protection des civils et l'autonomisation des femmes et des filles font partie des grandes priorités du Canada.

Le Canada a consacré 13,7 millions de dollars au déminage à l'échelle mondiale, notamment dans des États touchés par des conflits, comme l'Afghanistan, la Colombie, l'Irak et l'Ukraine. Grâce à ces efforts, des soldats de la paix ont pu effectuer des patrouilles, des organismes humanitaires ont pu apporter de l'aide et des citoyens ordinaires ont pu vivre sans craindre de perdre la vie à chaque pas. La contribution canadienne permet non seulement d'éliminer les risques liés aux champs de mines et autres explosifs, mais également de sensibiliser les populations aux risques rattachés aux mines.

En 2015-2016, le Canada a aussi poursuivi son soutien aux opérations de paix multilatérales, et il a participé activement à la Coalition mondiale de lutte contre l'État islamique en Irak et au Levant. De même, il a continué à jouer un rôle d'initiative aux Nations Unies en ce qui concerne les opérations de paix et la protection des civils dans les conflits armés, en particulier les femmes et les enfants. Il a contribué aux résolutions et aux examens des Nations Unies et présidé le Sous-comité spécial des

Nations Unies sur les opérations de maintien de la paix. Le Canada a également aidé à renforcer les Nations Unies en versant 270 millions de dollars en contributions obligatoires pour les opérations onusiennes de maintien de la paix.

Le Canada a également soutenu les efforts multilatéraux à l'échelle régionale, en affectant 70 membres et un commandant à la force multinationale et à la mission d'observation dans la péninsule du Sinaï. Cette mission vise à renforcer la confiance et à favoriser le dialogue entre l'Égypte et Israël. En Ukraine, il a accordé une aide financière et déployé (de manière continue) jusqu'à 25 experts pour surveiller la mise en œuvre de l'accord de Minsk dans le cadre de la mission spéciale de surveillance en Ukraine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

De plus, il a aidé à renforcer les capacités des institutions de sécurité nationale dans les États fragiles et touchés par un conflit. En partenariat avec la Défense nationale, Affaires mondiales Canada a aidé les forces armées ukrainiennes à défendre et à protéger leurs citoyens par un soutien à la formation et la fourniture de matériel non létal. En partenariat avec la Gendarmerie royale du Canada, Affaires mondiales Canada a également déployé des policiers et financé des projets visant à fournir de la formation, des conseils et du matériel qui contribuent à la réforme des forces policières ukrainiennes.

En 2015-2016, le CRDI et une organisation philanthropique, la Fondation Carlos Slim, se sont associés afin de créer une plateforme pour la sécurité des jeunes citoyens. Cette plateforme appuie les politiques et les stratégies qui contribuent à l'autonomisation des jeunes au Mexique, au Salvador, au Guatemala et au Honduras, où l'absence de possibilités d'emploi et de profondes inégalités sociales favorisent la criminalité

OPÉRATION PROTEUS

L'opération PROTEUS, aussi connue sous le nom de Force opérationnelle Jérusalem, est la contribution du Canada au Bureau du coordonnateur de la sécurité des États-Unis à Jérusalem. En 2015-2016, dans le cadre de cette opération, les Forces armées canadiennes ont apporté une aide de 4,23 millions de dollars au Bureau. Elles ont aussi déployé du personnel pour aider l'Autorité palestinienne à assurer la protection et la sécurité de ses citoyens ainsi qu'à promouvoir la paix dans la région.

Les membres de la Force opérationnelle Jérusalem donnent aussi des conseils et apportent un soutien en matière de formation aux Forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, en plus de contribuer au développement des capacités logistiques et à la mise en place d'une infrastructure de sécurité. De même, ils facilitent la collaboration entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement du Canada relativement à des questions qui ne sont normalement pas d'intérêt militaire, comme les frontières et les passages frontaliers, la circulation des biens et des personnes ainsi que l'accès.

ASSISTANCE À LA SÉCURITÉ NON DÉFINIE COMME ADO

En 2015-2016, le Canada a apporté une assistance à la sécurité non létale aux forces de sécurité de la Jordanie, du Niger et du Belize pour renforcer leur capacité à lutter contre l'instabilité et l'extrémisme. Cette assistance a comporté une aide financière, de la formation, des véhicules ou du matériel. De plus, dans le cadre de son Programme de partenariat mondial, qui vise à réduire les menaces posées par les armes et le matériel de destruction massive, Affaires mondiales Canada a soutenu les efforts internationaux pour détruire l'arsenal d'armes chimiques de la Syrie.

Bien que ces efforts axés sur la sécurité ne soient pas définis comme de l'ADO, ils contribuent à la poursuite de l'approche globale adoptée par le Canada pour favoriser la paix dans le monde et pour aider les personnes touchées par les conflits armés.

organisée et d'autres formes de violence. La plateforme sera lancée en 2017 et devrait mettre à contribution des experts du gouvernement et de la société civile, qui donneront de la formation virtuelle et en personne sur la sécurité des citoyens et la prévention de la violence chez les jeunes. Les participants créeront conjointement un programme pour influencer sur les politiques publiques axées sur l'inclusion économique des jeunes et la réduction de la violence dans la région.

La prévention et le règlement des conflits passent souvent par des solutions politiques et par d'autres formes d'aide, en plus de l'aide publique au développement, comme l'assistance à la sécurité non létale fournie à un gouvernement étranger. Au Moyen-Orient, le Canada a soutenu les pourparlers de paix internationaux pour régler le conflit actuel en Syrie. Plus spécifiquement, Affaires mondiales Canada a contribué à renforcer la capacité de la délégation de l'opposition syrienne à participer aux pourparlers de paix de Genève, par l'intermédiaire d'une ONG internationale, le Public International Law & Policy Group. Le Canada s'est également efforcé d'élargir le dialogue politique en Syrie avec différents groupes et leaders communautaires syriens sur les principes devant régir une transition éventuelle.

PROTÉGER LES DROITS DES FEMMES ET DES FILLES

Le Canada est conscient que les conflits et les crises touchent différemment les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Son action en faveur de la sécurité et de la stabilité dans le monde aide les gouvernements étrangers, les organisations internationales et la société civile à promouvoir et à protéger les droits des femmes et des filles. Par exemple, le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (l'ancien Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction ou « GTSR ») d'Affaires mondiales Canada intègre l'analyse comparative

entre les sexes dans ses programmes. Cette analyse nous permet de comprendre l'accès qu'ont les femmes et les hommes aux ressources. Cette information aide à réduire les disparités et les inégalités systémiques entre les sexes et dans les rapports de force (qui touchent le plus souvent les femmes).

En 2015-2016, le Canada a appuyé la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, qui reconnaît que les femmes sont systématiquement exclues des efforts de prévention et de règlement des conflits. Le rapport d'avancement annuel sur la mise en œuvre de la résolution 1325 a été déposé au Parlement en juin 2015. On y insiste sur le fait que la participation active et concrète des femmes et des filles améliore l'efficacité et la viabilité des programmes et des projets à l'échelle locale, nationale et internationale.

Le Canada a intensifié les efforts visant à renforcer les cadres juridiques

et les capacités judiciaires permettant de lutter contre la violence sexuelle et sexiste et de s'opposer aux mariages précoces et forcés dans plusieurs pays, y compris l'Afghanistan, la Bosnie, le Myanmar, le Tchad, l'Éthiopie, le Ghana, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Niger, la Somalie, la Tanzanie et le Togo. Affaires mondiales Canada a déployé des experts civils chargés d'enquêter sur la violence sexuelle et sexiste et de s'attaquer à l'impunité en ce qui concerne les violations graves des droits de la personne. Par exemple, par sa participation à l'initiative Intervention rapide au service de la justice, le Canada a soutenu le travail des Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens. Il a également aidé les Nations Unies à renforcer la politique de tolérance zéro de l'organisation en ce qui concerne l'exploitation et les sévices sexuels. En août 2015, dans le cadre de ces efforts, il a d'ailleurs présenté un mémoire officiel au comité chargé d'examiner la réponse onusienne face à l'exploitation et aux sévices sexuels en République centrafricaine.

ARRANGEMENT SUR LA POLICE CIVILE AU CANADA

L'Arrangement sur la police civile au Canada guide la réponse du gouvernement du Canada aux demandes d'assistance policière de pays étrangers. Ce partenariat entre la Gendarmerie royale du Canada, Affaires mondiales Canada et Sécurité publique Canada permet la participation de la police canadienne à des opérations de paix internationales. Il contribue également aux efforts à long terme en vue de la réforme du système de sécurité et de la prévention des conflits.

En 2015-2016, la contribution canadienne aux activités de police a pris différentes formes, y compris :

- Des déploiements ont eu lieu afin de promouvoir la stabilité et le développement de la force policière en Cisjordanie. Deux conseillers de la police ont été affectés au Bureau de coordination de l'Union européenne pour le soutien à la police palestinienne dans le but d'aider à établir la loi et l'ordre en Cisjordanie. De plus, un conseiller supérieur de la police a été déployé pour participer à l'opération PROTEUS des Forces armées canadiennes en Cisjordanie.
- Environ 85 policiers canadiens ont été déployés pour participer à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti afin d'aider à renforcer les capacités de la police haïtienne nationale. De plus, la police canadienne a continué de travailler avec des agents norvégiens à des projets visant à lutter contre la violence sexuelle et sexiste.
- Quatre policiers supérieurs ont été déployés à la Mission de conseil de l'Union européenne pour la réforme du secteur de la sécurité civile en Ukraine afin de donner des conseils stratégiques visant la mise en place de services de sécurité efficaces et responsables en Ukraine.
- Afin d'aider les Nations Unies à atteindre leur objectif en matière d'accroissement de la participation des policières aux missions des Nations Unies, des policiers canadiens et certains de leurs homologues des Nations Unies se sont rendus au Bénin, au Niger et au Togo pour superviser la formation en communication, sur le maniement des armes à feu et la conduite automobile. La police canadienne a également donné cette formation à des agents et à des agentes en Colombie.



FONDS CANADIEN D'INITIATIVES LOCALES

Le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) est un fonds local administré par les missions canadiennes à l'étranger. Il soutient de petits projets locaux qui répondent aux priorités thématiques du Canada dans le pays visé. Les missions utilisent aussi le FCIL afin d'intervenir rapidement en cas de catastrophes naturelles ou de situations d'urgence humanitaire soudaines, par le biais d'organisations regroupant des citoyens.

La plupart des projets financés par le FCIL sont réalisés par des ONG locales, qui aident à promouvoir les valeurs et les intérêts canadiens par des ateliers, de la formation, de l'éducation et des campagnes de sensibilisation du public. En 2015-2016, le FCIL a financé 584 projets locaux d'une valeur totale de 13,82 millions de dollars par le truchement de 70 missions canadiennes dans 118 pays et en Cisjordanie. Ces projets ont aidé à prévenir la violence sexuelle et sexiste, à protéger les droits de la personne, à soutenir la transition et la participation démocratiques ainsi qu'à promouvoir l'état de droit et à renforcer la gouvernance économique. La prévention des mariages précoces et forcés a aussi fait partie des grandes priorités.

Par exemple, l'organisme Election Watch Organization of Afghanistan a tenu une série de consultations et d'ateliers dans cinq provinces avec 250 femmes pour discuter des défis que présente la participation politique des femmes, y compris les candidates à l'élection de 2014. Un rapport contenant des recommandations sur la façon de réduire les obstacles à la participation politique des femmes a été publié et communiqué au gouvernement afghan ainsi qu'à des ONG.

Au Ghana, un projet a visé à lutter contre la violence à l'égard des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transsexuelles et en questionnement (LGBTQ) en :

- diffusant de l'information sur des cas de violence à l'encontre de personnes LGBTQ, pour aider à la défense de leurs droits et à la sensibilisation;
- donnant de la formation à 20 techniciens juridiques sur la façon de fournir des services juridiques aux personnes LGBTQ victimes de violence;
- donnant de la formation à 10 personnes sur le fonctionnement d'un service d'écoute téléphonique pour aider les personnes LGBTQ;
- organisant des séances de sensibilisation dans huit collectivités différentes.

COLLABORATION DU CANADA AVEC DES ORGANISMES CANADIENS ET INTERNATIONAUX

PARTENAIRES CANADIENS

La collaboration du gouvernement du Canada avec des partenaires canadiens aide à réduire la pauvreté et les inégalités dans les États fragiles et les pays à faible revenu. Les organisations de la société civile canadienne ont montré qu'elles possédaient un avantage comparatif en développement international : une expertise et des réseaux importants en matière de politiques et de programmes, qui résultent de nombreuses années d'efforts, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Elles sont particulièrement aptes à répondre à des besoins et à des défis en constante évolution, par exemple dans des crises humanitaires, ou à promouvoir des partenariats public-privé novateurs.

En 2015-2016, pour aider à la poursuite des objectifs de développement du Canada, Affaires mondiales Canada a apporté un soutien financier à plus de 320 organismes canadiens : des ONG, des collèges et des universités, des municipalités, des coopératives, des associations professionnelles et des organismes du secteur privé. Ces objectifs comprennent : une croissance économique durable et écologique; une gouvernance inclusive et responsable; l'égalité entre les sexes; la promotion des droits et de la santé des femmes et des enfants; l'innovation pour le développement.

Les résultats de l'appel de propositions visant les Partenariats pour le renforcement de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, qui ont été annoncés en juillet 2015, ont illustré le rôle central que jouent les partenaires canadiens dans la mise en œuvre des grandes priorités du gouvernement concernant les droits et la santé des femmes et des enfants. Au total, 36 propositions retenues et financées à hauteur de 421 millions de dollars sont maintenant mises en œuvre par 51 organisations canadiennes qui travaillent en collaboration avec des partenaires locaux dans 30 pays en développement.



Le dialogue et les consultations sur les politiques ont occupé une place particulièrement importante dans les relations du gouvernement avec les organisations de la société civile et la population canadienne en général. Dans le cadre de ces processus, le gouvernement fait le bilan des réalisations jusqu'à ce jour, discute des nouveaux défis et des nouvelles possibilités et ébauche une vision partagée de nos activités futures de développement international, en conformité avec la Politique de partenariat avec la société civile du Canada.

Depuis décembre 2015, dans le cadre de l'Examen de l'aide internationale, la ministre du Développement international et de la Francophonie et la secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international et de la Francophonie ont participé à des discussions et à des consultations dans tout le pays. L'Examen consiste à revoir les politiques et les programmes canadiens d'aide internationale pour mieux répondre aux enjeux et tirer parti des possibilités dans le nouveau contexte mondial. Il s'agit aussi de réorienter l'aide au profit des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Ces discussions et ces consultations contribueront à rendre l'approche, les investissements et les partenariats du Canada plus novateurs et plus efficaces. Elles ont comporté des réunions individuelles, des tables rondes et des échanges d'idées de haut niveau, souvent au moyen des médias sociaux et des portails Web. En mars 2016, les ministres du Développement international et de la Francophonie et de la Défense nationale ont coprésidé la première réunion mixte avec les partenaires canadiens sur les principes humanitaires. Affaires mondiales Canada a également réuni des spécialistes du développement issus de différentes organisations canadiennes pour créer une communauté de pratiques dynamique et pour mettre en commun les meilleures pratiques en matière d'innovation et en vue d'obtenir des résultats. Au début de 2016, la ministre du Développement international et de la Francophonie a animé une table ronde sur l'égalité entre les sexes et les droits des femmes et des filles. Les discussions ont porté sur les enseignements tirés ainsi que sur les possibilités pour le Canada de jouer un rôle d'initiative et d'utiliser son avantage comparatif en ce domaine.

MAXIMISER LES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT AU MOYEN DE L'INNOVATION

Le gouvernement du Canada estime que l'ADO permet aussi d'aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables lorsque les organisations investissent dans l'innovation en matière de développement. Ces innovations permettront d'optimiser l'utilisation des ressources canadiennes et de maximiser les bienfaits pour les personnes dans le besoin. L'innovation deviendra encore plus importante à mesure que se poursuivra la mise en œuvre du Programme 2030.

En 2015-2016, le Centre for Affordable Water and Sanitation Technology (CAWST) a mené à bien son projet quinquennal, financé par le gouvernement au coût de 5,7 millions de dollars, visant à améliorer les services d'hygiène, d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les femmes et les enfants de l'Afghanistan, de l'Éthiopie, d'Haïti, du Cambodge, de la République démocratique populaire lao, du Népal et de la Zambie. Le CAWST enseigne aux gens comment accéder à de l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène à l'aide d'une technologie canadienne, le filtre biosable ménager. Le CAWST a permis d'aider 2,6 millions de personnes — cinq fois plus que prévu initialement — en renforçant les compétences des formateurs, qui ont ensuite formé des centaines d'organisations locales et de travailleurs communautaires.

Dans le cadre de son partenariat avec Grands défis Canada, le gouvernement du Canada soutient la recherche de solutions novatrices pour améliorer la santé des femmes et des enfants. En 2015, le Canada s'est engagé à fournir une nouvelle aide à Grands défis Canada pour la Plateforme d'innovation pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, dont la mise en œuvre s'échelonne sur 10 ans. Cette contribution aidera à concevoir et à mettre à l'essai des politiques sociales et des innovations technologiques qui améliorent la santé reproductive ainsi que la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire.

Le Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale (FCRSAI) (phase II), cofinancé par Affaires mondiales Canada et le CRDI, a aidé à appliquer à plus grande échelle des innovations de pointe qui :

- préviennent l'apparition de maladies dévastant des cultures vitales pour la nutrition et la subsistance;
- accroissent la participation et enrichissent les connaissances des agricultrices;
- réduisent la détérioration des fruits à l'aide de la nanotechnologie;
- soutiennent la recherche d'un vaccin pour protéger le bétail contre cinq maladies importantes dans le sud de l'Afrique.

À l'heure actuelle, 18 projets du FCPSAI II sont réalisés par 17 partenaires canadiens, principalement des universités, en collaboration avec des universités d'Afrique australe.

En 2015, les Nations Unies ont salué les efforts de l'organisme Radios rurales internationales, qui a utilisé de manière novatrice la radio et d'autres technologies, comme la téléphonie cellulaire, au profit des petits exploitants agricoles. En 2015-2016, le projet « Une radio pour le développement de la chaîne de valeur agricole » a permis d'aider plus de 1,3 million d'agriculteurs du Mali et du Ghana. Ce projet leur a permis de prendre des décisions éclairées sur le choix des semences et le calendrier des semis, et d'apprendre comment partager les techniques et les marchés. Depuis ses débuts, en 2012, le projet a aidé environ 4,6 millions d'agriculteurs dans quatre pays.

En décembre 2015, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il verserait 15,7 millions de dollars à Oxfam Canada pour réaliser le projet Établir un environnement favorable pour lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles, qui utilise la nouvelle technologie, comme les applications mobiles, afin d'éradiquer la violence à l'égard des femmes et des filles.

Après sept ans, l'Initiative internationale des chaires de recherche, un partenariat entre le CRDI et le programme Chaires de recherche du

Canada, a réuni d'éminents chercheurs et partenaires non universitaires pour relever quelques-uns des grands défis de notre temps. Les titulaires de bourses ont créé une vaste gamme de technologies novatrices et encouragé les relations entre les collectivités, les gouvernements et les partenaires du secteur privé afin de renforcer les politiques et les programmes. Par exemple :

- au Maroc, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et l'Université Cadi Ayyad ont créé une approche économique pour réduire la lixiviation de métaux lourds d'une mine abandonnée;
- dans le sud du Brésil, l'Université McMaster et l'Universidade Federal do Rio Grande do Sul ont créé ensemble des techniques de surveillance environnementale de pointe et ont fourni des conseils sur de nouvelles dispositions législatives pour restaurer et préserver les écosystèmes aquatiques;
- en Chine, l'Université York et le Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies ont aidé à aiguiller un investissement important du gouvernement dans la prévention et le contrôle du VIH/sida dans trois provinces, en utilisant la modélisation mathématique avancée pour analyser l'incidence et les voies de transmission du VIH/sida.



Pays : Montréal, Canada © Getty Images pour la Société canadienne de la Croix-Rouge/Stephanie Diari

FAIRE PARTICIPER LES JEUNES CANADIENS ET LES BÉNÉVOLES CANADIENS AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Par la voie d'initiatives comme le Programme de coopération volontaire, le Programme de stages internationaux pour les jeunes et l'initiative des Stages internationaux pour les jeunes Autochtones, des bénévoles canadiens travaillant dans des domaines professionnels et de jeunes Canadiens contribuent au renforcement de la capacité des pays en développement et tissent des liens comme citoyens du monde. En 2015-2016, environ 1 200 bénévoles ont été déployés dans 47 pays par 15 partenaires s'occupant de l'envoi de bénévoles canadiens. Par la voie du Programme de stages internationaux pour les jeunes et de l'initiative des Stages internationaux pour les jeunes Autochtones, plus de 355 jeunes Canadiens ont participé à des stages de développement dans 39 pays, par le biais de 22 organisations canadiennes.

Le gouvernement du Canada poursuit depuis longtemps des partenariats avec différents organismes, dont les conseils provinciaux et régionaux de coopération internationale, la Fédération canadienne des municipalités et la Croix-Rouge canadienne. Ces partenariats permettent aux Canadiens de connaître les priorités de développement du Canada et ils contribuent à les faire participer au développement international.

Les huit conseils provinciaux et régionaux ont organisé un certain nombre d'activités de mobilisation publique dans le pays, dont des activités axées sur les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La Semaine de développement international a fourni une plateforme d'information et d'échange très utile pour joindre plus de 3,6 millions de Canadiens en 2016, notamment des jeunes, et partager des connaissances sur la réduction de la pauvreté.

L'exposition en ligne *Visages de l'humanité* de la Croix-Rouge canadienne montre comment les travailleurs humanitaires canadiens répondent quotidiennement aux situations de crise en apportant des secours vitaux. De façon plus particulière, elle présente l'histoire personnelle de 13 travailleurs humanitaires de la Croix-Rouge canadienne qui ont répondu à la crise de la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest ou à l'afflux de réfugiés fuyant la guerre en Syrie ou qui sont intervenus après les tremblements de terre au Népal.

Le Réseau canadien sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants s'est renforcé en 2015-2016 en accueillant 32 nouveaux organismes canadiens (une augmentation de 40 p. 100 des membres). Le Réseau, qui compte environ 100 partenaires canadiens, s'emploie à sauver la vie des femmes, des nouveau-nés et des enfants vulnérables de pays en développement et mène des activités comme le partage de connaissances, la mobilisation publique et l'amélioration de la collecte de données pour contribuer au développement international.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le Canada soutient un certain nombre d'institutions de développement multilatérales, d'initiatives mondiales et d'organisations internationales afin de réduire la pauvreté dans le monde. En travaillant en étroite collaboration avec ces partenaires, il peut répondre rapidement à des crises humanitaires et à des besoins de développement urgents à l'échelle planétaire. En outre, il veille à ce que ces institutions et le système multilatéral puissent fonctionner efficacement, produire de très bons résultats et établir un consensus sur d'importants enjeux mondiaux.

CONTRIBUTION DU CANADA À LA BANQUE MONDIALE

En 2015-2016, le ministère des Finances Canada a versé une subvention totale de 492,8 millions de dollars au Groupe de la Banque mondiale afin d'obtenir des résultats dans tous les domaines de priorité thématique du gouvernement : accroître la sécurité alimentaire, assurer l'avenir des enfants et des jeunes, favoriser une croissance économique durable, promouvoir la démocratie et promouvoir la sécurité et la stabilité.

- Une part importante de la contribution du ministère des Finances Canada (441,6 millions de dollars) a été fournie sous forme de soutien de base à l'Association internationale de développement (IDA), l'organe du Groupe de la Banque mondiale qui a principalement pour objet de venir en aide aux pays les plus pauvres. L'IDA fournit des subventions et des prêts assortis de conditions favorables aux pays à faible revenu, ainsi que des subventions aux États fragiles et touchés par un conflit et d'autres pays présentant un risque de surendettement. Tous les fonds de l'IDA sont versés aux gouvernements, les versements s'accompagnant de mesures de protection environnementale et financière et de mesures de protection des droits de la personne pour assurer que les fonds sont dépensés adéquatement.
- Le ministère des Finances Canada a aussi versé 51,2 millions de dollars à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale du Groupe de la Banque mondiale. De cette façon, les pays peuvent libérer des ressources qui auraient autrement été affectées au service de la dette souveraine, pour réduire la pauvreté et les affecter à des dépenses sociales.



PROGRÈS ET RÉSULTATS OBTENUS PAR LE TRUCHEMENT DE LA BANQUE MONDIALE EN 2015-2016

L'IDA a pour mandat de réduire la pauvreté par des subventions et des prêts aux pays les plus pauvres du monde afin de stimuler la croissance économique, réduire les inégalités et améliorer les conditions de vie. Elle en est maintenant à son 17^e cycle opérationnel (2014-2017).

Des négociations récentes sur la reconstitution des ressources de l'IDA ont permis au Canada d'influer sur les priorités de la Banque mondiale, pour qu'elles soient conformes aux priorités canadiennes. Par exemple, l'IDA veille désormais à susciter une plus grande mobilisation du secteur privé ainsi que des investissements plus efficaces et ciblés en faveur de l'égalité des sexes. La contribution du Canada à l'IDA est assortie d'un certain nombre d'engagements en matière de politiques et de rendement, y compris :

- alignement clair de la surveillance des activités et des résultats de l'IDA sur la stratégie du Groupe de la Banque mondiale;
- importance accrue accordée aux résultats et aux indicateurs de qualité, y compris le suivi de l'efficacité et de l'efficacité opérationnelles de l'IDA;
- une plus grande responsabilisation de l'IDA envers ses clients et ses actionnaires, en tenant davantage compte du point de vue des bénéficiaires et par la publication d'information;
- une plus grande attention à la gestion et à la divulgation des dépenses engagées pour produire des résultats.

En novembre 2015, la Banque mondiale a effectué son examen mi-parcours du cycle IDA-17, au cours duquel le Canada et d'autres partenaires de l'IDA ont examiné la mise en œuvre de l'ensemble des politiques jusqu'à ce moment. Les participants ont reconnu que la période IDA-17 avait débuté en force, y compris par des prêts records pour la première année et des progrès importants dans la mise en œuvre des engagements. Les fonds de l'IDA pour cette période, y compris les contributions du Canada, ont aidé les pays visés dans de nombreux domaines, y compris par : la fourniture d'électricité à quelque 19,1 millions de personnes entre 2013 et 2015; la vaccination de plus de 135 millions d'enfants; la prestation de services essentiels relatifs à la santé et à la nutrition et au bénéfice des populations à plus de 330 millions de personnes.

La mise en œuvre de tous les engagements de l'IDA est suivie au moyen de la fiche de rendement institutionnel de la Banque mondiale, qui donne un aperçu des résultats et des indicateurs de rendement de l'IDA et d'autres institutions importantes du Groupe de la Banque mondiale (la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements). La fiche de rendement présente les résultats obtenus dans de nombreux secteurs d'investissement, tels que : les institutions et la gouvernance; le développement humain et l'égalité entre les sexes; l'infrastructure; l'agriculture et la sécurité alimentaire; les changements climatiques et l'environnement; les finances, le développement du secteur privé et le commerce. Voici des exemples des résultats de développement obtenus par le biais du Groupe de la Banque mondiale :

- Pendant les années financières 2013-2014 et 2014-2015, avec l'aide du Groupe de la Banque mondiale, 63,9 millions de personnes, de microentreprises et de petites et moyennes entreprises ont pu bénéficier de services financiers.



- Pendant les années financières 2013-2014 et 2014-2015, avec l'aide du Groupe de la Banque mondiale, 54,3 millions de personnes ont pu bénéficier d'une meilleure eau potable.

La prochaine fiche de rendement institutionnel de la Banque mondiale, attendue en octobre 2016, devrait renfermer les résultats pour 2015-2016.

CONTRIBUTION DU CANADA AUX BANQUES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT

Les banques régionales de développement fournissent des subventions, des prêts à faible taux d'intérêt et de l'assistance technique aux pays membres pour favoriser la croissance économique et réduire la pauvreté. Les secteurs prioritaires comprennent l'infrastructure, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, l'agriculture, la gestion des ressources naturelles, le développement du secteur privé, l'intégration régionale et l'administration publique.

Le gouvernement du Canada est un actionnaire de premier plan et un bailleur de fonds important de cinq de ces banques régionales de développement : la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque de développement des Caraïbes et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Le Canada verse ses contributions au moyen des mécanismes suivants :

- la reconstitution périodique du guichet de financement à des conditions favorables (ressources financières), pour aider les pays en développement membres qui sont les plus pauvres et les plus vulnérables;
- les augmentations générales périodiques du capital pour accroître le capital de base de la banque, par exemple pendant la crise économique mondiale de 2009;
- les fonds fiduciaires à donateur unique ou à donateurs multiples pour contribuer aux priorités thématiques particulières du Canada et des banques régionales de développement.

En 2015-2016, le Canada contribué comme suit :

- 137,93 millions de dollars au Fonds africain de développement, dont 103,1 millions de dollars pour la quatorzième période de reconstitution du Fonds africain de développement;
- 59,37 millions de dollars à la Banque asiatique de développement, dont 47,69 millions de dollars pour la dixième période de reconstitution des ressources de la Banque asiatique de développement;
- 37,1 millions de dollars à la Banque interaméricaine de développement;
- 17,56 millions de dollars au Groupe de la Banque de développement

des Caraïbes, dont 16,71 millions de dollars pour la huitième période de reconstitution du Fonds de développement spécial;

- 2,1 millions de dollars à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

CONTRIBUTION DU CANADA À L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'Union internationale des télécommunications est l'organisme spécialisé des Nations Unies chargé de coordonner le développement des télécommunications à l'échelle mondiale. Presque tous les aspects de la vie moderne — des affaires à la culture et au divertissement, au travail et à la maison — reposent sur les technologies de l'information et des communications.

À l'heure actuelle, 193 pays sont membres de l'Union internationale des télécommunications. À cela s'ajoutent environ 800 institutions du secteur privé et établissements d'enseignement postsecondaire. Innovation, Sciences et Développement économique Canada est le représentant officiel du Canada auprès de l'Union, et le Canada siège depuis 1947 comme membre de son conseil de régie. En 2015-2016, l'Union a renforcé la capacité des États membres de sauver des vies à la suite d'une catastrophe en déployant de l'équipement de télécommunications d'urgence et les ressources nécessaires pour venir en aide aux pays suivants : le Malawi, le Mozambique, le Vanuatu, la Micronésie, le Népal, le Kenya, le Myanmar et la République dominicaine.

L'Union a aussi fourni une assistance technique directe en Zambie, en Ouganda, au Niger et en Tanzanie pour :

- le déploiement de systèmes de télécommunications d'alerte rapide et l'établissement de protocoles de communication en situation d'urgence;
- la définition d'un plan national de télécommunications d'urgence;
- l'utilisation des télécommunications dans les situations d'urgence et la préparation aux catastrophes, la prévention et l'atténuation de celles-ci ainsi que la détection des risques de catastrophe.

De plus, l'Union a organisé deux ateliers régionaux, l'un au Botswana et l'autre au Bénin, afin de contribuer à l'élaboration de stratégies sur la santé en ligne. La tenue de deux autres ateliers régionaux, l'un à Bangkok en Thaïlande et l'autre à Budapest en Hongrie, a aidé à définir des stratégies nationales sur l'agriculture en ligne. La prestation d'une séance de formation sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications à près de 300 dirigeants autochtones dans les Amériques a également été couronnée de succès.

CONTRIBUTION DU CANADA AUX ORGANISATIONS FISCALES

Affaires mondiales Canada et l'Agence du revenu du Canada (ARC) supervisent les efforts du Canada pour renforcer les capacités fiscales à l'échelle internationale. En travaillant avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des organisations fiscales régionales, formées principalement de pays en développement, l'ARC partage son expertise afin d'améliorer les politiques et les pratiques fiscales. Affaires mondiales Canada collabore aussi avec différents partenaires en ce qui concerne les programmes fiscaux, y compris la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et des organisations du secteur privé.

La fiscalité est un aspect important du développement en ce qu'elle mobilise les ressources intérieures et favorise le développement économique des pays. Les objectifs du G20 en matière de fiscalité internationale et le Programme 2030 ont influé sur le travail de ces organisations fiscales régionales, en soulignant l'importance de renforcer la capacité des administrations fiscales des pays en développement. En juillet 2015, le Canada s'est joint à plus de 30 autres pays et organisations internationales pour lancer l'Initiative fiscale d'Addis, qui vise à doubler, d'ici 2020, l'aide au renforcement de la capacité de mobilisation des ressources au niveau national.

CONTRIBUTION DE PARCS CANADA À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Parcs Canada apporte une contribution sous forme de financement multilatéral à trois organismes directement chargés de réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies : l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Union internationale pour la conservation de la nature et le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels.

La mission de l'UNESCO en faveur du patrimoine mondial consiste à encourager la coopération internationale dans le domaine de la conservation du patrimoine culturel et naturel du monde. Parcs Canada apporte un financement au Fonds du patrimoine mondial afin de bonifier les efforts nationaux pour la conservation et la gestion des sites du patrimoine mondial lorsque des ressources adéquates ne peuvent être assurées à l'échelle nationale. La Convention du patrimoine mondial reconnaît les lieux patrimoniaux culturels et naturels qui contribuent au maintien de la diversité écologique, fournissent une plateforme pour le développement économique durable et servent de centres d'apprentissage et d'échange culturel pacifique.

En 2015-2016, l'ARC s'est concentrée sur le soutien en nature offert pour renforcer les capacités des administrations fiscales des pays en développement. Dans le cadre de sa contribution en nature à l'OCDE, l'ARC a donné de la formation, essentiellement à des agents du fisc de pays en développement, à l'occasion de neuf activités organisées par la voie du Programme de relations mondiales, des forums mondiaux de l'OCDE sur diverses matières fiscale et de l'Académie internationale pour les enquêtes en matière de fraude fiscale.

CONTRIBUTION DU CANADA À L'ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ

La contribution de 14,62 millions de dollars que verse le Canada à l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) appuie la mise en œuvre de son plan stratégique de 2014-2019. En 2015, les Amériques sont devenues la première région du monde à éradiquer la rubéole et l'embryopathie rubéolique, un succès attribuable en grande partie à 15

années d'effort concerté et à la mise en œuvre de ce plan stratégique, et un fait marquant historique en matière de santé publique.

En 2015, le Canada a utilisé sa participation au Comité exécutif de l'OPS pour diriger l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action visant au renforcement du système de santé pour combattre la violence à l'égard des femmes. En adoptant cette stratégie et ce plan d'action, les États membres de l'OPS ont reconnu que la violence à l'égard des femmes est un problème de santé publique et de droits de la personne, et ils se sont engagés à assurer que leur système de santé préviendra une telle violence et luttera contre celle-ci.

Le soutien du Canada à l'OPS aide à améliorer la sécurité sanitaire mondiale en renforçant les services de santé publique dans la région des Amériques par le partage de l'information et par le renforcement de la surveillance et des capacités d'intervention face aux situations d'urgence en santé publique.

ANNEXE I : VUE D'ENSEMBLE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE PAR MINISTÈRE

AFFAIRES MONDIALES CANADA

Affaires mondiales Canada est le ministère responsable de la prestation de l'aide internationale. En 2015-2016, plus de 80 pays ont reçu de l'aide au développement; l'aide a toutefois été concentrée dans 25 pays afin que la coopération soit davantage ciblée, efficace et responsable. Au cours de la même période, les programmes d'ADO ont été essentiellement axés sur les priorités thématiques en matière d'aide internationale, à savoir favoriser une croissance économique durable, accroître la sécurité alimentaire, assurer l'avenir des enfants et des jeunes, promouvoir la démocratie et promouvoir la stabilité et la sécurité, ainsi que sur les thèmes transversaux de l'égalité entre les sexes, de la viabilité de l'environnement et de la gouvernance. Lorsque survient une catastrophe, une crise ou un conflit grave, Affaires mondiales Canada fournit une aide humanitaire pour sauver des vies et alléger les souffrances. Le Ministère collabore avec les pays partenaires, les principaux partenaires multilatéraux, les organisations canadiennes, les partenaires du secteur privé, les autres pays donateurs et les ministères à l'exécution de ses programmes.

MINISTÈRE DES FINANCES CANADA

Le ministère des Finances Canada octroie des fonds au Groupe de la Banque mondiale en vue d'obtenir des résultats dans tous les domaines de priorité thématique liés à l'aide internationale du gouvernement du Canada. Cela comprend un soutien de base à l'Association internationale de développement, qui accorde des subventions et des prêts assortis de conditions favorables aux pays à faible revenu, ainsi que des subventions aux États fragiles et touchés par un conflit et d'autres pays présentant un risque de surendettement. De plus, le ministère des Finances Canada appuie l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale en vue de réduire les paiements au titre du service de la dette dans les pays en développement.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance dans les pays en développement. En réunissant les bons partenaires autour d'occasions à saisir qui sont porteuses de retombées, le CRDI aide à former les chefs de file d'aujourd'hui et de demain et à susciter des changements au profit

de ceux qui en ont le plus besoin. Le travail du CRDI est axé sur trois domaines thématiques, soit l'agriculture et l'environnement, les politiques sociales et économiques ainsi que la technologie et l'innovation. À la fin de l'exercice 2015-2016, le CRDI avait appuyé 697 projets internationaux réalisés par 569 établissements de recherche.

IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada veille au respect des obligations internationales du Canada et à la poursuite de sa tradition humanitaire, qui impliquent l'adoption de politiques et de programmes de protection des réfugiés efficaces et efficaces. En 2015-2016, le Ministère a financé divers services d'intégration des réfugiés, de réinstallation des réfugiés et de santé des réfugiés afin d'aider les nouveaux arrivants à s'intégrer à la société canadienne.

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

En 2015-2016, la Gendarmerie royale du Canada a déployé des policiers canadiens dans le cadre d'opérations de paix partout dans le monde. Les policiers canadiens aident à l'acquisition et au renforcement des capacités d'application de la loi dans les pays à risque. En renforçant la capacité de maintien de l'ordre public de la police étrangère, les policiers canadiens, en collaboration avec des partenaires internationaux, contribuent à instaurer un climat plus sécuritaire et plus stable dans le monde.

AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA

La participation de l'Agence de la santé publique du Canada à l'Organisation panaméricaine de la santé a aidé à lutter contre les maladies, à améliorer la sécurité sanitaire mondiale et à renforcer l'infrastructure de la santé publique. L'Agence a également mobilisé le personnel du portefeuille de la Santé pour soutenir l'intervention relative à l'écllosion de la maladie à virus Ebola en Guinée et en Sierra Leone. Afin d'enrayer la propagation rapide du virus Zika dans la région des Amériques, l'Agence a appuyé les activités internationales de préparation et d'intervention en cas d'urgence dans la région et renforcé les capacités fondamentales en vertu du Règlement sanitaire international.

DÉFENSE NATIONALE

Les activités d'ADO menées par la Défense nationale en 2015-2016 comprennent l'intervention du Canada en réponse à l'écllosion de la maladie à virus Ebola en Sierra Leone, le déploiement de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe dans le cadre de l'effort de secours humanitaire fourni par le Canada au Népal, et l'Opération PROTEUS au cours de laquelle les Forces armées canadiennes ont soutenu les efforts de renforcement des capacités des forces de sécurité palestiniennes.

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA

Environnement et Changement climatique Canada reconnaît l'importance de la coopération internationale en matière environnementale. En 2015-2016, le Ministère a fourni une ADO substantielle en appuyant des organismes multilatéraux voués à la protection de l'environnement qui apportent une coopération technique et participent au renforcement des capacités dans les pays en développement.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

L'Agence du revenu du Canada fournit des connaissances et un soutien technique aux administrations fiscales des pays en développement, sur le plan bilatéral et multilatéral, en tant que membre principal des organisations fiscales internationales et régionales.

INNOVATION, SCIENCES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

Innovation, Sciences et Développement économique Canada soutient l'Union internationale des télécommunications, l'organisme spécialisé des Nations Unies chargé de coordonner le développement des télécommunications à l'échelle mondiale. Ce soutien aide les États membres à sauver des vies à la suite d'une catastrophe, par le déploiement de l'équipement de télécommunications d'urgence.

EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA

Le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada fournit l'ADO pour aider les pays partenaires à appliquer la législation du travail en vigueur et à moderniser la politique et l'administration du travail. Cela favorise une meilleure application des lois nationales sur le travail et un plus grand respect des droits des travailleurs reconnus à l'échelle internationale, lesquels font partie intégrante des droits de la personne.

PARCS CANADA

L'ADO de Parcs Canada comprend la contribution annuelle de base du Canada au Fonds du patrimoine mondial de l'UNESCO et ses cotisations de membre au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels et à l'Union internationale pour la conservation de la nature.

SANTÉ CANADA

En 2015-2016, Santé Canada a aidé l'Organisation mondiale de la santé et les pays d'Afrique touchés par l'écllosion de la maladie à virus Ebola en mettant son expertise au service des examens des essais cliniques dans le cadre d'un engagement à appliquer son programme de renforcement du pouvoir de réglementation. Par la voie du Programme fédéral d'aide financière de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Santé Canada a également contribué au Partenariat mondial pour la sécurité alimentaire de la Banque mondiale afin d'appuyer la coopération mondiale au renforcement des capacités en matière de salubrité alimentaire et au Fonds fiduciaire du Codex de l'Organisation mondiale de la santé afin de soutenir la participation des représentants des pays en développement aux réunions du Codex.

STATISTIQUE CANADA

Statistique Canada a participé à diverses activités de renforcement des capacités statistiques par la voie des Nations Unies et des organisations régionales, et directement avec les organismes nationaux de statistique actifs dans les pays en développement. Statistique Canada est membre du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (appelé PARIS21), et fournit une assistance technique à l'appui des activités et événements de cet organisme. De par sa participation au Groupe d'experts interagences sur les indicateurs des objectifs du développement durable, le Canada met son expertise au service de la définition d'indicateurs généraux sûrs permettant de mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des 17 objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

POSTES CANADA

Postes Canada a contribué à l'Union postale universelle qui fournit une assistance technique dans les pays en développement.

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU CANADA

En 2015-2016, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada a utilisé deux voies principales pour apporter une assistance technique dans les pays en développement : la prestation d'un atelier d'assistance technique avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et la production de rapports de recherche relatifs à des demandes de brevet.

RESSOURCES NATURELLES CANADA

En 2015-2016, Ressources naturelles Canada a fait une contribution en nature au gouvernement du Sénégal en donnant de la formation sur l'utilisation des technologies de la géomatique afin de l'aider à élaborer un plan national de géomatique.

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

1. Ce chiffre représente le montant de l'aide humanitaire bilatérale et multilatérale dépensé par Affaires mondiales Canada.
2. Ce chiffre représente les pays touchés par des urgences complexes, de l'insécurité alimentaire, des épidémies non récurrentes et des catastrophes naturelles.
3. Le montant comprend 30,5 millions de dollars en fonds décaissés et 21,2 millions de dollars en fonds engagés. Information préparée par CFO-Stats (SWS), Affaires mondiales Canada (juin 2016).
4. Information préparée par CFO-Stats (SWS), Affaires mondiales Canada (juin 2016).
5. L'aide bilatérale comprend toutes les formes d'aide, y compris la plus grande partie de l'aide humanitaire et des programmes par pays et par région, qui ne constitue pas un soutien institutionnel aux organisations multilatérales. On l'appelle aussi le financement de base des organisations multilatérales.
6. Source : Statistiques de développement international de l'OCDE (2016).
7. Les partenaires canadiens regroupent des organisations non gouvernementales, des collèges et universités, des municipalités, des associations professionnelles et des organisations du secteur privé.
8. Les chiffres sont cumulatifs depuis la mise sur pied de Gavi en 2000. Source : Gavi, l'Alliance pour la vaccination (2016).

STATE OF OHIO
DOCUMENT

[The text on this page is extremely faint and illegible. It appears to be a multi-paragraph document, possibly a legal or official record, but the specific content cannot be discerned.]

